2.50 F
BELGIQUE : 20 FB
LUXEMBOURG : 20 FLUX
MAROC : 2.80 DH

Combat
SOCIALISTE

N° 46
MERCREDI 29 AVRIL 1981

Lionel Jospin, premier secrétaire du Parti socialiste

Mitterrand n'appartient plus seulement aux socialistes

(PAGE 3)

Le procès des accords Delmon

LES LOCATAIRES RECLAMENT JUSTICE

(PAGE 6)

A la veille de France-Belgique

HIDALGO : LE ONZE IRA A L'ATTAQUE

Dans un entretien avec Combat socialiste, *l'entraîneur de l'équipe nationale de football justifie la pratique du jeu offensif.*

(PAGE 12)

Le n° 1 libyen reçu au Kremlin

Brejnev et Kadhafi s'allient contre Reagan

(PAGE 10)

La France des régions

LE BLUFF DU GRAND SUD-OUEST

(PAGE 5)

RASSEMBLONS-NOUS POUR LE CHANGEMENT

Giscard d'Estaing a reçu le soutien officiel du patronat français, mais son ancienne majorité se disloque. Chirac refuse d'entraîner ses partisans à voter pour le président sortant. Autour des électeurs socialistes et communistes, une nouvelle majorité démocratique imposera la victoire et le changement.

Giscard : danger

« *PUISQU'IL s'agit d'une élection présidentielle, il n'y a pas lieu à désistement.* » Quand Jacques Chirac a prononcé cette phrase lundi, les militants RPR qui l'entouraient l'ont applaudi. Ils avaient espéré, l'espace d'un instant, que Jacques Chirac s'en tiendrait là, afin de demeurer logique avec lui-même. Le réquisitoire quotidien qu'il avait dressé, pendant toute la campagne, contre le président sortant éliminait, pouvait-on supposer, tout ralliement. Et pourtant Jacques Chirac a annoncé qu'*à titre personnel* il voterait malgré tout pour Giscard.

Contradiction ? Assurément, mais toute en nuance. Chirac votera pour Giscard, mais il n'appelle pas pour autant à voter pour lui. Il a si durement critiqué le président sortant qu'il ne peut inviter tous ceux qui l'ont suivi dans cette critique à se renier. Chacun, dit-il, fera selon sa conscience. Et si l'on a eu conscience, hier, du mal que Giscard avait fait aux Français et à la France, peut-on, en conscience, lui permettre aujourd'hui de poursuivre une politique jugée aussi néfaste ?

Chirac dit oui, pour sa propre part et sa propre conscience, mais la mort dans l'âme. Espère-t-il peser suffisamment sur les orientations futures de Giscard, dans l'hypothèse où celui-ci serait réélu ? Il le laisse entendre, mais les sept années passées ne doivent lui laisser, pas plus qu'à ses partisans, aucune illusion.

Alors, pourquoi ce oui personnel à Giscard ? Pour dire non à François Mitterrand. La politique proposée par le candidat de la gauche, dit Chirac, a échoué partout. Où a-t-il vu qu'elle ait jamais été mise en œuvre ?

L'argument est ailleurs : Chirac votera personnellement pour Giscard parce qu'il ne veut pas voir de communistes au gouvernement. Il oublie son propre catéchisme institutionnel, ne distinguant plus l'élection d'un président de la République et la formation d'un gouvernement issu d'une majorité parlementaire. Ce dont il s'agit aujourd'hui, c'est d'élire un président, et celui-ci sera socialiste.

Mais allons plus loin : en employant un tel argument, Chirac ne fait que reprendre la rengaine giscardienne qui, refusant l'alternance démocratique, rejette toute une partie de la population, celle qui fait confiance au Parti communiste, hors de la communauté française. Et cela est inacceptable.

Et Jacques Chirac arrive là au bout de sa contradiction : si, comme il l'affirme, l'éventualité d'un gouvernement d'union de la gauche est un danger pour la France, peut-il, lui Jacques Chirac, se contenter d'un vote personnel pour Giscard et ne pas appeler ses amis à l'imiter ? Est-il prêt à prendre de si gros risques pour la France ? Ou, plus simplement, estime-t-il que ce « danger » n'est qu'illusoire ?

72 % des Français ont rejeté, au premier tour, la politique giscardienne. Peut-on imaginer que la France la supporterait pendant sept ans encore ? S'il y a danger pour notre pays, il est bien là.

Il faut, aujourd'hui, un large rassemblement autour de François Mitterrand. Rassembler d'abord la gauche, toute la gauche. Et, avec elle, tous ceux qui veulent rejeter les équipes usées ayant colonisé l'Etat au profit des priviligiés. Tous ceux qui sont prêts, avec calme mais avec audace, à regarder l'avenir en face.

Claude GAULT

(PAGE 3)

Le racisme en Afrique du Sud

DOSSIER



A la veille des élections législatives, réservées aux citoyens de couleur blanche, l'Afrique du Sud reste, avec le système de l'apartheid, le pays le plus raciste du monde. On voit ici des policiers qui surveillent la ville africaine de Soweto, où vivent plus de huit cent mille Noirs. (Photo Campbell/Sygma)

(PAGE 9)

VU DU LANGUEDOC

Des nouvelles du front

DE Saint-Pierre à Valras, par le bord de mer, il n'y a pas quinze kilomètres. Mais vous n'irez pas en voiture en vingt minutes. Ni directement. Car, si une route relie Saint-Pierre à Fleury, en longeant le pied de la Clape, si de Fleury une autre route conduit aux Cabanes et à l'embouchure de l'Aude qu'on appelle Grau de Vendres, aucun chemin rapide, pour le moment, ne mène des Cabanes à Valras.

Et c'est tant mieux !

Je n'écris pas cela sans abriter ma tête derrière mon bras gauche : il doit y avoir des touristes qui feraient volontiers passer sur moi leur fureur de devoir perdre du temps et de l'essence à contourner la montagne de la Clape, puis l'étang de Vendres pour aller à Valras par Sérignan...

Ils ne savent pas, les pauvres, ce qu'ils méprisent. Ont-ils jamais songé à s'aventurer sur leurs deux jambes jusqu'au gouffre de l'Œil-Doux ? Et ce nom est-il susceptible d'éveiller en eux ce mélange d'effroi et de séduction qu'enfants nous éprouvions lorsque, nous éloignant de Narbonne à bicyclette, nous tentions l'expédition par Vinassan au parfum de moût et Armissan entouré de lavande ?

De Valras, qui est devenu la station balnéaire de Béziers, et qu'arrose l'Orb qui a là son embouchure, la presse a un peu parlé récemment. Des Mirage, ces avions dont vous et moi assurons par nos impôts la fabrication et la maintenance au profit d'un particulier tellement riche que quelques dizaines d'anciens millions naguère subtilisés ne lui firent ni chaud ni froid, des Mirage, donc, firent voler en éclats, sur près d'un kilomètre de front de mer, les vitres et les vitrines des maisons, des magasins et des boutiques de Valras.

Les courageux pilotes militaires avaient confondu front de mer et front tout court : ne leur avait-on pas prescrit *« une mission d'entraînement au combat à basse altitude »* ? En mer, il est vrai. Mais raser les flots ou raser les rues et les avenues, ça ne fait pas beaucoup de différence pour un aviateur qui sait que, de toute manière, le bang que provoque son appareil le fera maudire en vain par ceux qu'il assourdit. Un peu plus, un peu moins...

Cette fois-ci, des centaines de plaintes ont afflué à la gendarmerie. Une enquête, bien sûr, a été ouverte par l'armée de l'air. On paiera les dégâts, un jour à l'autre. Et on recommencera, inévitablement, puisqu'il faut bien jouer à la guerre et qu'on ne peut la faire, cette guerre simulée, qu'avec, pour ne pas dire contre, les civils pacifiques et dans le cadre étroit de l'Hexagone.

Un ami qui habite dans le secteur sinistré me faisait remarquer que ce genre de bavures ne se produit généralement pas durant la « saison » : il serait inopportun de brimer les vacanciers. Mais les indigènes, les Indiens d'Occitanie, c'est différent. On ne peut tout de même pas prendre des gants d'un bout de l'année à l'autre, n'est-ce pas ?

Avec un sourire un peu amer, mon ami m'a promis de me donner désormais, et de temps en temps, des « nouvelles du front »...

Maurice CHAVARDÈS

AU JOUR LE JOUR

Pas de politique dans le commerce

AU siècle dernier, un journal satirique publiait deux dessins représentant le début et la fin d'un dîner de famille. Sur le premier, parents, enfants, aïeux, gendres et belles-filles devisaient aimablement autour de la table immaculée. Sur le second, catastrophe ! Un typhon est passé par là, renversant la soupière, brisant les assiettes, défigurant les convives. Sous les ruines, une phrase elliptique signale, en guise d'explication : *« Ils en ont parlé. »* Parlé de quoi ? Mais de l'affaire Dreyfus, pardi ! ce brulôt, cette bombe qui détruisait la paix des foyers.

Le temps a calmé les esprits. Invitée d'honneur dans la salle à manger, la télé peut relater en détail la campagne électorale sans crainte de déchaîner la tempête. C'est à peine si l'un ou l'autre remarque que Giscard a changé de cravate ou Chirac de lunettes.

Il reste toutefois un milieu où la politique doit s'aventurer sur la pointe des pieds ou, mieux encore, éviter de se risquer, tant elle en menace l'équilibre. J'ai nommé le commerce.

« Pas de meeting dans mon salon, a décrété ma petite coiffeuse, femme timide qui se garde toujours de contredire sa clientèle. *La semaine dernière, j'ai failli perdre une habituée qui refusait de dire à une inconnue pour qui elle comptait voter. Et l'autre insistait, pérorait, se montrait presque menaçante ! Quand j'ai voulu m'interposer, elle m'a soupçonnée d'être de gauche. Notez, tout à fait entre nous, qu'elle ne s'est pas trompée... Mais je ne force personne à m'imiter.*

» Vous l'auriez entendue prédire le désastre ! Elle s'agitait tellement que les épingles volaient partout. Je l'ai laissée près d'une heure sous le casque. Eh bien, ça ne lui a pas changé les idées ! Au sortir, elle a remis ça.

» C'est pareil au café du coin. Le patron, il vient de Corrèze ; on devine donc pour qui il est. Mais le pauvre, il ne tient pas à le crier sur les toits. Il vend sa bière à tout le monde et fait le sourd quand on le cherche. Pas question d'accepter une affiche ni même un portrait derrière son comptoir. Pour chasser des consommateurs, merci bien !

Même discours chez l'épicier, le boucher, la mercière. Chacun a son opinion et s'assied dessus, comme l'exige la loi des affaires. Triste loi qu'ose seule braver la marchande de journaux. Mais elle n'a pas de chance : son candidat fait la grève de la faim — faute d'avoir recueilli les cinq cents signatures nécessaires.

par Gabrielle ROLIN

Pourquoi ce recul des communistes ?

Je vous écris en suivant, à la télé, les résultats du premier tour. Je suis surpris par l'énorme recul du Parti communiste. Il est vraisemblable que la campagne menée au début de l'année contre les immigrés, que la position du PCF sur l'Afghanistan, que la simplification extrême des thèmes exposés par Georges Marchais (*« Faire payer les riches »*), que tout cela a dû détourner un certain nombre d'électeurs qui votaient traditionnellement pour le PCF.

Georges Marchais n'a pas tort quand il affirme que la notion de « vote utile » a également joué. Même les électeurs communistes savaient que le vrai candidat « anti-Giscard » était François Mitterrand, et c'est pour cela qu'ils ont voulu lui donner le plus de poids possible dès le premier tour.

Mais je me demande si ce n'est pas d'abord la politique anti-unitaire du PCF qui a été sanctionnée. Depuis 1978, socialistes et communistes se rejettent la responsabilité de la rupture de l'union de la gauche. Jamais les électeurs de gauche n'avaient été amenés à dire ce qu'ils en pensaient. En choisissant, en grand nombre, François Mitterrand plutôt que Georges Marchais, ils ont rendu leur jugement...

Jean-Louis MARTELIER
75013 Paris

Heureux... et triste

Les résultats du premier tour m'ont, à la fois, rendu heureux et triste. Heureux pour la formidable poussée de notre candidat, et triste par le grave échec du Parti communiste.

Pendant des mois, les attaques de Georges Marchais contre François Mitterrand et le Parti socialiste m'ont énervé au plus haut point tant elles étaient injustes et injurieuses. Mais je trouve aujourd'hui que la sanction est trop lourde, car c'est toute la gauche qui est affaiblie.

Moi, je rêve encore du bon temps de l'union. Nous étions concurrents, mais nous étions ensemble. Et c'est à ce moment-là que la gauche a fait le plus de progrès. J'espère que ces élections vont faire réfléchir le Parti communiste. Il craignait que l'union l'affaiblisse, il voit maintenant que c'est la désunion et son discours anti-unitaire qui l'affaiblit.

Pierre L.
Seine-Saint-Denis

N'oubliez pas l'exiguïté de nos ressources!

La campagne socialiste pour l'élection présidentielle a été récemment chiffrée devant la presse.

Son coût, même en le comprimant, dépasse de très loin les possibilités courantes du PS.

Chacun, au sein du parti, apporte sa contribution financière à la victoire : parlementaires, élus locaux, revenus plus élevés que la moyenne, etc.

Mais votre propre contribution à la campagne est indispensable. Sans un succès de la collecte nationale, nos problèmes financiers demeureront !

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

Je soutiens financièrement la campagne du Parti socialiste
Je verse : ..... F

Chèque au nom de « Pierre Joxe - campagne présidentielle du Parti socialiste », 10, rue de Solférino, 75333 Paris Cedex 07.

Météo



Instable

Poursuite du temps orageux avec de belles éclaircies locales. Des pluies passagères dans le Midi et sur les côtes de la Manche. Les températures commenceront à amorcer une légère hausse. Du soleil sur la région parisienne. Toujours des brumes matinales avec des risques de gelées blanches.

Rat-le-bol



Jospin: «François Mitterrand n'appartient plus seulement au Parti socialiste»

C'est Lionel Jospin, premier secrétaire du Parti socialiste, qui animait lundi 27 avril le rendez-vous quotidien avec la presse. Il devait donner aux journalistes, venus nombreux, les principaux éléments d'analyse des résultats de la veille.

« *FRANÇOIS MITTERRAND n'appartient plus seulement au Parti socialiste,* devait-il déclarer. *L'espoir, à l'issue de ce premier tour, est la capacité de François Mitterrand de rassembler une majorité de Français pour une autre politique.* » Le premier secrétaire a notamment mis l'accent sur l'effritement considérable de la position de Valéry Giscard d'Estaing : « *Près de trois Français sur quatre ont dit « non » au candidat sortant.* »

Lionel Jospin s'est félicité du « *résultat extrêmement positif obtenu par celui qui était le candidat des socialistes... François Mitterrand affrontera le candidat de la droite sur tous les terrains, avec détermination, pugnacité et confiance en la victoire,* a-t-il répondu à un journaliste qui l'interrogeait sur la proposition du candidat sortant de deux face-à-face télévisés avec le candidat socialiste. *Mais les conditions de ce débat n'appartiennent pas à Giscard d'Estaing* ».

Enfin, Lionel Jospin a noté que les résultats obtenus par le Parti communiste constituaient une chute notable, mais, a-t-il précisé, « *nous n'avons pas à en tirer la leçon* ». Jean Poperen, secrétaire national comme Lionel Jospin, a affirmé cependant qu'il était confiant quant au report des voix communistes au second tour. Lionel Jospin devait conclure : « *Le 10 mai, le choix sera entre le candidat du chômage et des privilèges, et celui du changement.* »

Jean Poperen a, par ailleurs, au cours de ce point de presse, estimé que « *reculer de quatre pour cent quand on est président sortant et qu'on dispose de l'appareil d'Etat, si c'est un succès, c'est le monde à l'envers... La progression du candidat socialiste témoigne de la condamnation de la politique menée depuis des années par Giscard d'Estaing, d'abord comme ministre des Finances, puis comme président de la République* ». Interrogé sur la présence de ministres communistes au gouvernement, Jean Poperen a précisé que « *l'avenir se fera avec tous ceux qui vont soutenir la candidature de François Mitterrand. Si certains étaient tentés par la politique du pire, ils en seraient les victimes.*

» *Le score fait par Jacques Chirac est un courant qui s'impose. Ce n'est pas,* a précisé Jean Poperen, *l'approbation de la politique de Giscard.* ». Enfin, le secrétaire national a ajouté que « *les 26 et quelques pour cent des électeurs qui se sont prononcés en faveur de François Mitterrand ont montré la volonté d'un large rassemblement populaire, qui va au-delà du peuple de gauche* ».



Pierre Mauroy: la voie est ouverte pour une autre politique

Le 10 mai, la France va changer. Tranquillement, elle choisira de tirer un trait sur le septennat noir de l'échec économique, de la mise en pièces des libertés, des désillusions politiques.

Le 26 avril, les Français ont voté la censure à M. Giscard d'Estaing. Le 10 mai, ils voteront la confiance à François Mitterrand.

Les Français se sont donnés les moyens et la force du changement : ils ont donné au Parti socialiste son plus grand succès dans les annales de la gauche.

Désormais, la voie est ouverte pour une autre politique. Celle qui s'attaquera véritablement au marasme économique et social, et à la dégradation continue des libertés.

Car certains, aujourd'hui, crient d'autant plus fort le nom de liberté que leur responsabilité est engagée dans ce domaine comme dans d'autres : que l'auteur de la loi Sécurité et liberté se présente comme le porte-parole des libertés face à un parti, le nôtre, dont l'histoire se confond avec le combat pour les libertés, est un abus de confiance dont les Français ne sont pas dupes.

L'extraordinaire fébrilité qui a saisi la droite depuis quelques jours démontre que ce qu'ils craignent aujourd'hui le plus, c'est que les Français demain leur demandent des comptes.

Ils ont choisi le candidat socialiste

• **Joël Le Tac**, député RPR de Paris (18e arrondissement), a annoncé qu'*il voterait Mitterrand contre Giscard* au second tour. Joël Le Tac, compagnon de la Libération, gaulliste historique, a notamment déclaré : « *Je ne pense pas que la défense de la société passe par M. Giscard d'Estaing. La société se défendra elle-même. Le collectivisme est périmé. L'alternance est la seule façon de sauvegarder la démocratie* ».

• **Pierre Dabezies**, président de la Fédération des républicains de progrès (gaulliste de gauche), apporte son soutien à François Mitterrand.

• **L'Union démocratique bretonne (UDB)** appelle ses militants et sympathisants à ne « *mesurer aucun effort en vue du succès de François Mitterrand.*

» *L'échec de la droite est une condition nécessaire à la progression du combat pour l'autonomie et le socialisme en Bretagne* ».

• **M. Hubert Dubedout**, député-maire socialiste de Grenoble : selon lui, les orientations socialistes « *ont pour gage ce qui s'est fait dans les villes dirigées par les socialistes : l'épanouissement de l'individu, des associations, c'est-à-dire la liberté et le droit au travail (...). Nous avons une chance de gagner* ».

• **Dans un communiqué, Véronique Neiertz**, secrétaire nationale du PS précise : « *Une heure à peine après la déclaration de Jacques Chirac, une délégation de dix jeunes du RPR s'est présentée au siège du Parti socialiste pour apporter leur soutien à la candidature de François Mitterrand. Ils ont indiqué à Véronique Neiertz qui les a reçus au nom du Parti socialiste, que cette démarche dépassait largement le petit groupe au sein du RPR et qu'elle serait probablement suivie de beaucoup d'autres.* »

• **Le chancelier autrichien Bruno Kreisky** a adressé, lundi, un télégramme à M. François Mitterrand pour le féliciter du « *bon résultat enregistré au premier tour des élections présidentielles* ».

Le chancelier Kreisky souhaite au candidat socialiste le « *meilleur succès* » pour le second tour.

Jacques Chirac: «Il n'y a pas lieu à désistement»

C'est depuis la permanence de la rue de Tilsitt où l'amertume de la nuit précédente s'était transformée en triste résignation, que Jacques Chirac, lundi matin, a annoncé son intention de voter Valéry Giscard d'Estaing au second tour.

« Les Français ont décidé : le prochain président de la République sera M. Giscard d'Estaing ou M. Mitterrand.

Mais, dans le même temps, ils ont été très nombreux à approuver mes propositions pour le renouveau de la France.

La politique que mènera le prochain président devra tenir compte de ces aspirations qui traduisent un désir très fort de changement. Si tel n'était pas le cas, alors que l'unité du pays doit être renforcée, ses divisions seraient accentuées. Or, la France a besoin que notre peuple se rassemble pour le grand effort qu'il doit accomplir. Qui pourrait remplir le mieux cette difficile mission ?

Quelles que soient ses intentions, M. Mitterrand, avec un programme économique qui a échoué partout où il a été appliqué et les alliances politiques dont il n'a pas voulu se dégager, ne serait pas en situation d'y réussir. En effet, je ne peux pas ignorer les conséquences que comporterait pour la France la participation du parti communiste au pouvoir.


Jacques Chirac : « Voter selon sa conscience... »

Reste M. Giscard d'Estaing. *Peut-il y parvenir, lui qui, président sortant, n'a réuni sur son nom qu'un peu plus du quart des suffrages ? Pour cela, il doit renouveler profondément sa politique et ses méthodes, prendre les moyens d'augmenter la production pour diminuer le chômage, réduire les prélèvements de l'Etat sur la nation, mener une politique étrangère et une politique de défense fermes et claires.*

Rien ne sera accompli qui ne repose sur le sentiment autant que sur la raison ; rien ne le sera si le respect mutuel et le dialogue ne sont pas restaurés.

S'agissant de l'élection présidentielle où ne restent en présence que deux candidats au second tour, il n'y a pas lieu à désistement. Le 10 mai chacun devra voter selon sa conscience. A titre personnel, dans l'esprit que je viens de rappeler, et dans la ligne de l'action politique que j'ai toujours menée en faveur d'un certain type de société, je ne puis que voter pour M. Giscard d'Estaing. La parole est désormais au peuple français. »

LES giscardiens se sont immédiatement félicités de cette prise de position. Dès lors, l'addition des voix gaullistes aux voix giscardiennes est semble-t-il évidente pour la majorité d'hier prête à se rallier à Valéry Giscard d'Estaing. Certes, un certain nombre de déclarations faites dès lundi vont dans ce sens celle de Jacques Chaban-Delmas, celle de Pierre Messmer qui eux aussi s'engagent à voter personnellement pour le président sortant. Mais, les commentateurs passent sous silence le fait qu'il n'était pas question pour Jacques Chirac « *d'un désistement au second tour des élections présidentielles* ». Il est d'ailleurs intéressant de noter qu'au moment où il prononçait ces mots, ses supporters présents dans la salle ont applaudi. Il est abusif de considérer cette prise de position « *personnelle* » comme un ralliement de ses électeurs. Les réactions d'autres gaullistes et non des moindres, décidant de voter François Mitterrand en sont la preuve.

Comment Jacques Chirac *parviendra-t-il à faire* croire à ceux qui l'ont soutenu que les promesses électorales du candidat Giscard suffisent pour l'élire le 10 mai ? Croit-il que si Giscard promet de faire ce qu'il n'a pas su faire depuis sept ans, les gaullistes marcheront au pas ?

Combien de chiraquiens vont-ils suivre leur chef ? Ceux qui criaient, dimanche soir : « *Giscard au placard !* », ceux qui sifflaient dès que l'on prononçait les noms des ministres giscardo-gaullistes, ceux qui veulent donner une bonne leçon à ce président qui a abusé de leur confiance depuis sept ans, tous ceux-là, qui avaient mis leur espoir insensé dans la présence de Jacques Chirac au second tour, *comment vont-ils réagir ?*

Bien sûr, le maire de Paris *justifie son choix* par la peur de la participation de *ministres communistes* au gouvernement. Ce sera le seul argument de la *droite dans les quinze jours* à venir. Seulement voilà, c'est un argument qui perd de sa force face à la rancœur que les gaullistes n'arrivent même plus à dissimuler.

Colette PARIS

Rock against Giscard

Le 30 avril, à la Mutualité, des jeunes d'horizons divers et six groupes rock organisent une soirée contre le candidat sortant.

REPRENANT la formule des Rock Against, plusieurs mouvements de jeunes, dont le MJS, ont décidé de catalyser le courant hostile à Valéry Giscard d'Estaing en organisant un concert à la Mutualité, le 30 avril à 18 heures.

Dans un communiqué très dur, le collectif énonce les sept raisons pour les jeunes d'être contre Giscard. Giscard, c'est un chômeur de moins de vingt-cinq ans toutes les six minutes. C'est le travail précaire, l'intérim, ou le stage sous-payé sans lendemain.

Giscard, c'est le racisme anti-jeune d'un ministre de la Justice qui déclare : *« La prison ça fait du bien aux jeunes. »* Giscard, c'est le candidat de la peine de mort. Giscard, c'est le président du tout-nucléaire implanté sans aucune concertation avec la population. Giscard, c'est une armée où pendant un an on ne peut plus s'exprimer sans encourir les sanctions de juridictions spéciales.

Giscard, c'est la menace permanente de l'exclusion pour 1,5 million d'immigrés. Giscard, enfin, c'est l'interdiction pour les jeunes femmes mineures de disposer librement de leur corps.

...Mais les radios et les télés:

«Allez Giscard!»

VOIES sur berges lundi soir à Paris. Il pleut. Autoradio branché dans les embouteillages, une voix périphérique coule monotone. *« Il est 19 heures sur Europe 1, Jean-Claude Dacier présente le journal de la rédaction. »* Sujet : la présidentielle vingt-quatre heures après la clôture du scrutin du premier tour.

Petit flash-back sur les déclarations de Valéry Giscard d'Estaing et de François Mitterrand la veille. Puis menu politique du jour analysé sous l'angle *« Panique ! La victoire du candidat socialiste est possible, le collectivisme est au bout du chemin. »* Déclaration in extenso de Jacques Chirac qui se rallie personnellement à la seule politique possible, celle qu'il a combattue pendant toute la campagne. Déclaration in extenso de Jacques Chaban-Delmas qui, avec un sens de la dignité qui n'appartient qu'à lui, appelle tous les conservateurs à voter Giscard pour se préserver d'un éventuel changement de société. Déclaration in extenso de François Ceyrac, président du CNPF, qui, plus sinistre que jamais, enjoint solennellement les chefs d'entreprise à préserver *« leur société de liberté »*. Petit reportage enfin à la Bourse où l'éventualité d'une victoire socialiste a fait chuter les valeurs de quatre points.

Voilà, il est 19 h 16, la page politique du journal est terminée. Europe 1, c'est naturel, n'a pas éprouvé le besoin de parler du conseil politique du PS qui s'est tenu dans l'après-midi, pas plus qu'elle n'est arrivée à trouver un homme de gauche pour lui faire part de l'opinion de 50 % des Français.

A Antenne 2, le soir, on n'a pas pu occulter le conseil politique du PS. Mais le gentil Poivre d'Arvor a tout de même réussi le tour de force de rajouter au menu d'Europe 1 le discours d'un Messmer plus militaire à la retraite que jamais, et un très long passage de Giscard à Dôle pourfendant cette gauche collectiviste, marxiste, communiste, etc., qui n'a d'autre souci que d'installer le goulag.

Les chaînes audiovisuelles viennent de lancer la campagne du second tour pour le candidat sortant. Elle sera sauvage, truquée, tronquée, sans pudeur. Ce que de Gaulle, Pompidou n'avaient jamais osé faire, notre « libéral inguérissable » le réalise. Pour cette réforme qui a le mérite de la clarté, grâce lui soit rendue.

Jérôme BOUVIER

La corde du pendu

Jean-Pierre Chevènement, secrétaire national du PS estime, dans un communiqué, qu'après la déclaration de Jacques Chirac, *« il est clair qu'il n'y a plus de majorité, mais seulement un président finissant que le RPR ne soutient plus que comme la corde du pendu »*.

Enfin, Laurent Fabius, porte-parole du PS, a estimé sur Antenne 2 que la campagne de Jacques Chirac avait été *« très critique à l'égard de Valéry Giscard d'Estaing.*

François Mitterrand au débat de «Choisir»

L'association Choisir régie par la loi 1901 a été créée en 1971 à l'initiative d'un certain nombre de personnalités : Gisèle Halimi, Simone de Beauvoir, Christiane Rochefort, notamment pour lutter contre les discriminations dont les femmes sont victimes. Choisir avait prévu d'organiser entre les deux tours des élections présidentielles, une rencontre entre les deux candidats encore en lice et plusieurs journalistes femmes, dans le but d'informer les électrices qui représentent 58 % de l'électorat français, et de les aider à se déterminer en faveur d'une politique. Au cours d'une conférence de presse lundi 27 avril, Gisèle Halimi, une des présidentes du groupe, a exposé les vicissitudes de la préparation de cette rencontre. Quatre candidats ont été pressentis Jacques Chirac, Georges Marchais, Valéry Giscard d'Estaing, François Mitterrand.

Le candidat socialiste a été le seul à répondre favorablement, ce qui selon Gisèle Halimi, pousse à une réflexion sur la considération que certains hommes politiques ont pour les électrices.

Cette rencontre se tiendra mardi 28 avril au Palais des Congrès, à 20 h 30, à Paris.

• **Le patronat** sort de sa réserve pour s'engager ouvertement en faveur de Valéry Giscard d'Estaing,

Les résultats définitifs du premier tour de l'élection présidentielle

Inscrits	**36 411 147**	
Exprimés	**29 032 749***	
	Voix	%
Arlette Laguiller**	**668 121**	**2,30**
Huguette Bouchardeau	**321 267**	**1,10**
Georges Marchais	**4 456 856**	**15,35**
François Mitterrand	**7 504 203**	**25,84**
Michel Crépeau	**642 723**	**2,21**
Brice Lalonde	**1 125 975**	**3,87**
Valéry Giscard d'Estaing	**8 220 606**	**28,31**
Jacques Chirac	**5 224 690**	**17,99**
Michel Debré	**481 978**	**1,66**
Marie-France Garaud	**386 330**	**1,33**

* Il manque encore à cette statistique le vote de 10 % de Français de l'étranger.
** Dans *Combat socialiste* daté du 28 avril, où figuraient les résultats du premier tour, la ligne donnant les chiffres obtenus par Arlette Laguiller a malencontreusement sauté. Nous prions Arlette Laguiller de bien vouloir nous en excuser. Elle a obtenu 2,30 % des suffrages.

POINTS FORTS

Leçons d'un premier tour

par Véronique NEIERTZ *

LES commentaires divers, appréciations hâtives, jugements définitifs, extrapolations hasardeuses, négations des évidences, discours pompeux et fumeux n'ont pas manqué depuis dimanche soir. Prenons un peu de recul pour faire ressortir de ce déluge de mots quelques données importantes.

Dynamique

26 % de Françaises et de Français ont voté François Mitterrand au premier tour. D'abord, qui l'eût cru ? Les socialistes ont quelques raisons supplémentaires de considérer les sondages avec prudence. Les derniers en date affichaient François Mitterrand très en dessous et Georges Marchais très en dessus. Prendrait-on moins de précautions pour sonder la gauche que pour sonder la droite ?

Mais le fait que 26 % des Françaises et des Français aient voté François Mitterrand dès le premier tour, manifeste avec une ampleur sans précédent, de la solidité d'un pacte de confiance que le peuple de gauche a signé voilà bien longtemps déjà.

Que 26 % des Françaises et des Français aient voté François Mitterrand dès le premier tour, c'est également, pour le peuple de gauche, dire à la face du pays et du monde que le changement, il le veut tout de suite, et non dans dix ou vingt ans, et que ce changement passe par François Mitterrand.

Quel désaveu pour la politique de désunion menée par la direction du Parti communiste, quelle fantastique preuve que le pari fait à Metz de tenir bon, de rester fidèle aux engagements de 1972, était justifié ! On ne gagne pas en additionnant les voix. On gagne en créant une dynamique. François Mitterrand a créé cette dynamique qui le crédibilise aussi bien à l'intérieur de la gauche que dans tout le pays.



Car — autre donnée et non des moindres de ce premier tour — plus de 70 % des Françaises et des Français ont voté contre Giscard. En votant François Mitterrand, Georges Marchais, Jacques Chirac ou tel ou tel petit candidat, les travailleurs, les jeunes, les femmes, les personnes âgées, les agriculteurs, les petits entrepreneurs, les écologistes, tous ceux qui crèvent de la politique menée depuis sept ans ont désavoué Giscard. Les campagnes de Chirac, Debré et Garaud ont été violemment critiques.

Qui disait, le 22 mars dernier : *« La France est dans une situation extraordinairement difficile, je suis certain que la voie que nous suivrons si Giscard est réélu sera la même et conduira encore plus vite à des désordres plus grave ? »* Ne cherchez pas entre les multiples candidats de gauche. Non, c'est Chirac qui disait cela au Club de la presse.

Alors, même si Jacques Chirac renoue avec la vieille habitude de démolir le budget Giscard-Barre pour le voter ensuite, combien de ses électeurs accepteront de tourner casaque et de reconduire dans ses fonctions, pour sept ans de plus, un homme que depuis des mois, voire des années, ils considèrent comme une calamité ?

La droite en 1981 a fait moins qu'en 1974. La gauche a fait plus. Mais, attention, pas de triomphalisme déplacé. Sachons rester ce que nous sommes et affirmer ce que nous voulons : un programme de lutte contre le chômage, de justice sociale, de relance économique, d'affirmation de la France dans le monde, d'aide aux pays pauvres; bref, un programme net, sans flou artistique sous prétexte de manger à tous les rateliers. Pour les Françaises et les Français, pour le monde qui retient son souffle, François Mitterrand représente maintenant l'espoir immense qu'une autre politique est enfin à portée de la main.

** Secrétaire nationale du Parti socialiste.*

«Le plan du grand Sud-Ouest n'existe pas»

Depuis qu'il a été annoncé à grand renfort de publicité par Valéry Giscard d'Estaing dans son discours de Mazamet, le 17 novembre 1979, le plan du grand Sud-Ouest a fait couler beaucoup d'encre, suscité de nombreuses prises de positions. Pour les uns, il témoigne de l'intérêt que l'Etat porte à cette partie de l'Hexagone, de la volonté des pouvoirs publics de *« mettre en place les conditions d'un développement économique moderne du Sud-Ouest »*. Quant aux autres, ils estiment, pour reprendre une expression volontairement provocatrice de Jean-Pierre Vignau que *« le plan du grand Sud-Ouest n'existe pas, que l'emploi continue à se détériorer, les revenus à ne pas s'améliorer »*. A l'occasion de la plus importante des échéances électorales, Jean-Pierre Vignau, premier adjoint au maire de Montpellier, conseiller général et régional, fait le point sur le plan du grand Sud-Ouest, sur son mythe et sa réalité, en répondant à quelques questions.

— Quel est votre sentiment sur le plan du grand Sud-Ouest?

— Je ne reprendrai pas les arguments que j'ai avancés à plusieurs reprises pour montrer que ce plan n'avait aucun contenu réel et n'était qu'un médiocre calcul politicien. J'ai déjà dit que, malgré le programme spécial du Languedoc-Roussillon, malgré le PGSO, la contribution de l'Etat à l'effort d'équipement de notre région ne cesse de s'amenuiser : dans l'Hérault, la part de l'Etat passe de 12 % en 1976 à 8 % en 1980. Où sont les milliards du Languedoc? Ils ne sont qu'un beau discours, qu'un leurre destiné à cacher que l'Etat réduit son effort. Mais il faut aller plus loin pour comprendre.

Ce plan met l'accent sur la décentralisation tertiaire puisque l'emploi industriel décroît depuis quelques années. La création d'emplois dans les régions périphériques ne peut s'appuyer que sur deux sources : soit la génération spontanée, et l'on dit *« Comptez sur vos propres forces »* après avoir rendu les régions exsangues, soit sur la décentralisation tertiaire puisque c'est le seul secteur en expansion relative. Comme l'Etat n'a plus les moyens de s'imposer au tertiaire privé, il se fait violence et décentralise le CNEEMA, l'INRA, le CIRCE... On supprime des emplois au centre pour les placer à la périphérie!



Jean-Pierre Vigneau.

Ainsi, abandonnant la planification, gaspillant les deniers publics, impuissant devant le chômage et le dépérissement des régions, le gouvernement fait semblant de chercher un appui provincial avec son discours sur le grand Sud-Oues. Mais il ne veut en aucune manière que les régions se mobilisent pour faire face et construire leur avenir.

— On a souvent l'impression que les pouvoirs publics mettent sur le compte du plan du grand Sud-Ouest des réalisations menées à bien avec un tout autre financement. Qu'en pensez-vous?

— C'est vrai, et pour le prouver, je prendrai un seul exemple : on peut lire dans le bilan d'exécution du plan du grand Sud-Ouest pour l'année 1980 :

« Dans le cas du contrat du pays de Ganges, les travaux de réhabilitation de la vieille ville ont été entrepris. » Sans doute y a-t-il contrat de pays, mais cette opération relève depuis plusieurs années de la double volonté de la municipalité de Ganges et de l'OPAC de Montpellier. Elle figure au plan Massif central, est même l'une des réussites de ce plan et ne saurait donc, sauf à abuser les habitants de cette région, être inscrite au crédit du plan du grand Sud-Ouest.

— Si, comme vous l'avez répété plusieurs fois devant les instances régionales, le plan du grand Sud-Ouest n'existe pas comment le « décollage » économique de notre région Languedoc-Roussillon serait-il possible?

— Les régions ne créeront rien, tant qu'elles subiront la double tutelle de l'Etat et des banques. L'initiative ne se libérera que lorsque les régions pourront mobiliser l'épargne et localiser l'investissement. Les déséquilibres régionaux de l'investissement disparaîtront lorsque les différentiels de taux de rentabilité seront arasés par une véritable politique de développement régional et de solidarité nationale.

— Comment cela peut-il se faire?

— Il faut encourager les initiatives par la régionalisation. Le gouvernement (comme le Conseil économique et social) propose de développer la politique de contractualisation, c'est-à-dire la pratique du cofinancement. Mais, pour remplir ce rôle pleinement, il faudrait bien entendu, comme cela était prévu par la loi de 1972 portant création des établissements publics, concevoir une dotation globale de fonctionnement et d'équipement propre à ces établissements.

Il faudrait aussi, pour y voir clair, que les travaux de régionalisation du budget soient menés rapidement à leur terme. Bref, jouer la décentralisation, l'initiative locale, suppose au préalable que l'information de tous les acteurs soit assurée et que l'action s'engage dans le respect mutuel des différents partenaires.

Propos recueillis par Robert MENARD

ILE-DE-FRANCE

Le temps venu de la régionalisation

Dans un texte récemment remis aux journalistes d'Ile-de-France, Jean-Pierre Dacheux, vice-président du groupe socialiste du conseil régional d'Ile-de-France, écrit notamment :

ELU socialiste d'Ile-de-France, il m'appartient de rappeler que la victoire de François Mitterrand aura pour conséquence une décentralisation importante, conduisant à une régionalisation que veulent, depuis longtemps, les socialistes, et à laquelle il faudra donc procéder sans retard.

Cette urgente et indispensable régionalisation, déjà plusieurs pays d'Europe l'ont voulue et réalisée. Ils en ressentent les bienfaits.

Cette régionalisation, la France aussi en a besoin, et elle concernera par conséquent l'Ile-de-France, à elle seule plus peuplée que la Belgique ou le Portugal !

Depuis que Paris élit son maire, la capitale réapparaît d'abord comme la plus grande ville de France. Paris en saurait représenter longtemps encore le siège unique du pouvoir où tout se décide pour les Français !

C'est évident pour les régions de province... Ce l'est tout autant pour l'Ile-de-France. (...)

Le nouveau président de la République que François Mitterrand doit devenir, le 10 mai prochain, préconise une autre politique régionale et, avec lui, tous ceux qui veulent des collectivités territoriales — dont les régions — tout à la fois plus libres et plus efficaces.(...)

Le cœur de la France lui-même — l'Ile-de-France — doit échapper à la sclérose et battre pour lui-même après s'être confondu, trop longtemps, avec le reste du corps français.(...)

Paris, attirant tout à lui, absorbait ce qui lui était trop proche... Mais Paris, en s'enflant, s'essoufflait et perdait en substance ce qu'il accumulait en pouvoirs.

La véritable régionalisation permet la résurrection de Paris, qui n'étant plus ville-pieuvre peut redevenir ville-lumière, qui n'étant plus siège de tous pouvoirs peut se retrouver elle-même.(...)

L'Ile-de-France, happée par la capitale, qui n'en finit pas de devenir région, n'existera pour ses dix millions d'habitants, venus souvent des quatre horizons de notre pays, que si l'idée régionale gagne.(...)

L'ACTUALITE DU PAYS

• D'ILE-DE-FRANCE : la « vaste tromperie » de la super-carte orange.

COMME chacun sait, la super-carte orange est jaune... mais ce n'est pas là que se situe la tromperie. dénoncée par Jean-Pierre Fourre, conseiller général de Seine-et-Marne, membre du conseil d'administration du Syndicat des transports parisiens, dans la *Lettre des conseillers généraux socialistes.*

« On ne saurait plus évoquer, déclare-t-il, *le problème des transports sans rappeler le « bluff » de la super-carte orange, annoncée à grands renforts de publicité ; le gouvernement essayant de faire croire qu'il a répondu aux demandes de la population et des élus. S'il s'agit d'un titre unique de transport intéressant les personnes utilisant les lignes SNCF (jusqu'à soixante-quinze kilomètres de Paris), de façon à combiner les cartes hebdomadaires et les cartes oranges, cela ne correspond nullement à une véritable extension de la carte orange à toute la région Ile-de-France avec réforme de l'organisation des transports de voyageurs dans la région.*

»Cette réforme, selon une proposition de loi du groupe PS de l'Assemblée nationale (n° 1558), serait basée sur la création d'une agence (remplaçant le Syndicat des transports parisiens), où siègeront les représentants des usagers et des salariés, avec comme ressources principales le versement transports (employeurs), l'affectation de 40 % de la taxe sur les produits pétroliers perçue en Ile-de-France, la contribution de la région et des départements.

»Ce qui permettrait d'autres conditions de transports sur l'ensemble de la région Ile-de-France, complétées par la gratuité du titre de transport (domicile - lieu de travail, et réciproquement).

»Rien de comparable, en effet, avec ce titre unique mis en place pour quelque 3 000 personnes et payé complètement par la région et les départements, ce qui va à l'encontre des règles actuelles de financement où l'on retrouve l'Etat et les employeurs - un nouveau transfert de charges, surtout une vaste tromperie. »

• DES PAYS DE LOIRE : dix ans de socialisme à Laval

Laval fête actuellement ses dix années de politique municipale socialiste. C'est en effet en 1971 que l'équipe conduite par Robert Buron accéda à la mairie. A la mort de ce dernier, en 1973, c'est André Pinçon qui devint maire de Laval.

« Ce que nous avons recherché à travers toutes nos réalisations, déclare-t-il en dressant le bilan de ces dix années, *c'est la justice basée sur l'égalité des chances au savoir, au pouvoir, à l'avoir. »*

Ce fut le moteur d'une politique culturelle marquée surtout par la construction d'une nouvelle bibliothèque, avec réseau de bibliobus, et la création d'une école de musique accueillant mille élèves ; d'une politique sociale en faveur des enfants en bas âge, des anciens, des familles modestes, et du logement ; d'une politique de transports en commun privilégiant les tansports collectifs, gratuits pour les élèves et les anciens ; d'une politique d'économie d'énergies, avec les ordures ménagères transformées en granulés combustibles ; d'une politique de paix scolaire très appréciée ; enfin, d'une politique d'ouverture sur l'ensemble du département, sur l'Europe et le tiers monde...

• DE LORRAINE : diversifier les sources d'énergie

Au chapitre des énergies lorraines, le bilan n'est guère satisfaisant. En effet, si le gouvernement giscardien a cru résoudre les problèmes d'approvisionnement énergétique de la Lorraine en construisant à Cattenom une centrale nucléaire de 5,2 mégawatts, faut-il souligner qu'il l'a fait sans consulter les populations des régions concernées (Lorraine, Allemagne et Luxembourg) ?

Les socialistes considèrent que la construction de Cattenom ne s'imposait pas ; en revanche, une relance des centrales thermiques aurait été bénéfique. Pour ce faire, les réserves de charbon de la région de Forbach, les hauts fourneaux, la plate-forme de Carling, la raffinerie de Hauconcourt sont autant de sources possibles d'eau chaude destinée au chauffage urbain.

Car les centrales thermiques peuvent également fournir de l'énergie sous cette forme. Nos voisins allemands ont déjà développé cette technique tout à fait courante dans les pays scandinaves.

Enfin, l'importance des surfaces boisées en Lorraine permet d'envisager l'augmentation de la part du bois dans le chauffage des régions rurales ou semi-rurales.

Sauver l'économie lorraine en diversifiant les sources et en économisant l'énergie, tel est l'objectif des socialistes de Meurthe-et-Moselle.

Les dépenses santé marquent le pas

LE rythme de croissance des dépenses de santé s'est stabilisé, à la fin du premier trimestre 1981, au niveau atteint au 31 décembre 1980.

D'après les statistiques de la Caisse nationale de l'assurance maladie, le taux annuel de croissance des soins de santé s'élevait à 16,7 % fin mars et fin décembre. En ce qui concerne le total des dépenses — y compris les indemnités journalières —, ce pourcentage était de 16,1 % fin mars contre 16 % fin décembre.

Cette stabilisation recouvre une « double évolution de sens contraire », indique-t-on de même source. Elle se manifeste, d'une part, par un accroissement des remboursements liés à l'exercice de la médecine générale, dont le rythme de croissance passe de 14,2 % à 16,3 %. D'autre part, la décélération des frais de séjour hospitaliers s'est poursuivie, passant de 18 % à 16,9 %.

Les honoraires des médecins libéraux enregistrent une accélération : 14,3 % fin mars contre 12,1 % fin décembre. Le nombre des visites remboursées au cours du 1er trimestre 1981 est supérieur de 18,6 % à celui du 1er trimestre 1980.

Le taux de croissance des prescriptions est passé de 15,5 % fin décembre à 17,7 % fin mars, et celui des indemnisations des arrêts de travail pour maladie a varié de 8,7 % au 31 décembre 1980 à 10,8 % au 31 mars 1981.

LOGEMENT

Les accords Delmon au banc des accusés

PLUS que le procès qui oppose Jean-Paul et Christiane Vossot à leur propriétaire, la Compagnie lyonnaise immobilière, filiale du Crédit lyonnais, le tribunal d'instance de Corbeil-Essonnes a eu à juger, vendredi 24 avril, d'un problème de fond : l'application des accords Delmon.

Signés au cours des années 70 tant par les représentants des propriétaires « *institutionnels* » (FNAIM, CNAB, SCIC, UNPI, groupement des SII,...) que par ceux des locataires, les accords Delmon portent sur la durée des baux, les charges locatives et plusieurs domaines litigieux pouvant survenir entre propriétaires et locataires.

Une sorte de convention collective donc, mais à l'inverse de celles du travail, les signataires des accords Delmon ne sont pas tenus de les appliquer. Sous la pression des associations de locataires, Michel d'Ornano, ministre de l'Environnement et du cadre de vie, s'est engagé, en mars 1981, à ce que le projet de loi entérinant ces accords soit déposé à l'Assemblée nationale avant juillet. Dans l'immédiat, les époux Vossot, assignés en justice par la Compagnie lyonnaise immobilière, sont menacés d'expulsion.

Depuis 1974, Jean-Paul et Christiane Vossot habitent un appartement dans la résidence de La Theuillerie à Ris-Orangis (Essonne). Locataires sans histoire, ils payent régulièrement leur loyer. Leur bail leur est renouvelé une première fois sans problème en 1977. A La Theuillerie, les locataires fondent une association dont Jean-Paul Vossot est le président.

Un sous-préfet silencieux

Quoi de plus normal de s'organiser quand le 1er janvier 1979 Giscard libère les loyers. A La Theuillerie comme dans beaucoup d'autres logements, les loyers et les charges locatives s'envolent. En cas de « *bavures* », il convenait de saisir les préfets chargés de faire respecter les accords Delmon, destinés à empêcher les hausses sauvages. A Ris-Orangis, les locataires de La Theuillerie décident donc de saisir, en janvier 1980, M. Hug, sous-préfet de l'Essonne, qui resta silencieux sur le problème.

Le 23 juin 1980, une lettre de la Compagnie lyonnaise immobilière donne congé aux époux Vossot pour le 1er octobre à moins d'accepter un nouveau bail prévoyant une hausse du loyer. Le 29 juillet, les époux Vossot se déclarent « *prêts* » à accepter ce nouveau bail, à condition qu'il fasse référence aux accords Delmon. Chose qui ne devrait pas poser de problème, le propriétaire, la Compagnie lyonnaise immobilière étant adhérente du Groupement des sociétés immobilières d'investissement signataire de ces accords.

Les parties réunies à l'audience de vendredi au tribunal d'instance de Corbeil-Essonnes ont donc débattu de l'insertion ou non des clauses des accords Delmon aux baux locatifs. Pour Me Hyès, avocat de la Compagnie lyonnaise immobilière, il ne fait aucun doute que puisqu'il n'y a pas eu accord entre le locataire et le propriétaire sur un nouveau bail, les époux Vossot doivent être expulsés. Me Natali, avocat de M. et Mme Vossot ainsi que de l'Association des locataires de La Theuillerie, a plaidé sur la mention des accords Delmon au bail.

Une affaire de principe

« *Au-delà du litige qui me semble résolu, puisque les époux Vossot ont payé leur loyer jusqu'à présent, y compris la hausse et le droit au bail réclamé par le propriétaire, le débat devient une affaire de principe par l'inclusion des accords Delmon aux baux locatifs.* »

Intervenant au nom de l'Union fédérale des consommateurs (UFC), M. Bergès a souhaité que les accords Delmon aient un effet contraignant.

« *Ces accords,* a-t-il dit, *ne doivent pas s'appliquer exclusivement aux adhérents des associations signataires, mais ils doivent s'appliquer par simple souci de morale sociale.* »

Soulignant que si le tribunal ne rendait pas ces accords « *contraignants* » en leur accordant une valeur juridique, M. Bergès a précisé que l'UFC ne signerait plus jamais d'accords et que les conflits entre locataires et propriétaires « *se règleraient alors sur le terrain.* »

Même remarque pour Me Richard qui intervenait pour la Confédération générale du logement : « *il convient d'adjoindre les accords Delmon aux clauses des baux locatifs.* »

La section socialiste de Ris-Orangis a apporté son soutien aux époux Vossot. Le jugement, qui sera rendu le 22 mai, intéresse près de cinq millions de locataires.

J.-P. G.

EN 24 HEURES

Petite et Moyenne Escroquerie

Pas d'abstention. Le choix est clair. Votez Giscard. C'est la position clairement exprimée par la CGPME (Confédération générale des petites et moyennes entreprises) dans le dernier numéro de son mensuel, *la Volonté*.

Non aux dangers mortels pour les PME, en germe dans le programme commun. Oui à Giscard, qui « achèvera de libérer la petite et moyenne entreprise ». Suivent six pages qui caricaturent le programme des socialistes, et une page d'un optimisme béat sur le programme du candidat sortant. Les patrons de PME se laisseront-ils abuser ?

Dette polonaise : remboursement sur huit ans

Le protocole d'accord signé lundi soir, à Paris, entre la Pologne et ses quinze principaux créanciers occidentaux prévoit le rééchelonnement de 90 % de la dette polonaise garantie par les gouvernements, payable du 1er mai au 31 décembre 1981.

Le remboursement par Varsovie de cette somme, qui approche 2,5 milliards de dollars, s'étalera sur huit ans avec une période de grâce de quatre ans. Ce protocole doit être soumis pour approbation à chaque gouvernement concerné.

Les quinze pays créanciers se sont déclarés par ailleurs d'accord pour examiner de « manière positive » le problème des échéances dues par la Pologne en 1982 et 1983. Une première réunion a été prévue en septembre 1981 à Paris.

Ils ont en outre envisagé la tenue d'une réunion spéciale, sur la question de crédits nouveaux à la Pologne, avant la fin du mois de mai.

Marins de commerce et pêcheurs : même combat

Dans un communiqué commun, les fédérations CFDT, CGT et FFSPM (autonomes) des marins-pêcheurs demandent à ceux-ci d'appuyer par des « actions appropriées » le mouvement revendicatif (retards à l'appareillage) déclenché depuis le 7 avril par l'ensemble des officiers et marins de commerce pour la revalorisation de leurs retraites. « *Il est essentiel de maintenir l'unicité du régime des pensions entre les marins de la pêche et du commerce* », affirme le communiqué à ce sujet.

Par ailleurs, le port du Havre est privé de remorqueurs depuis lundi, à la suite d'un conflit entre la direction et les officiers de la compagnie de remorquage Les Abeilles.

Les officiers exigent leur affectation sur les unités de leur choix en fonction de leur ancienneté dans l'entreprise, mais la direction estime qu'elle ne peut accepter « *une telle position violant les dispositions de la convention collective et contraire aux usages dans la profession* ». Aucun accord n'ayant pu être trouvé entre les deux parties, les officiers ont décidé de se mettre en congé pour dix jours.

Bourse : «On attend de voir»



La corbeille a gardé son sang-froid. (Photo Viva)

CALME et sereine, telle est apparue la séance de lundi à la Bourse de Paris, qui a accusé une baisse de 2 % en moyenne. « *A côté de l'envolée des cours (+ 4 % en moyenne) la semaine dernière* (voir *Combat socialiste* du 24 avril), *cette baisse est plutôt faiblarde* », reconnaissaient de nombreux observateurs.

Est-ce à croire que la répétition du duel de 1974 n'inquiète pas la corbeille et que, pour elle, la réélection de Giscard est assurée ? Rien n'est moins sûr. La victoire de François Mitterrand ne semble pas redoutée, même si les replis les plus importants enregistrés lundi (entre 5 et 8 %) ont touché principalement les valeurs « nationalisables ».

Le marché a donc su garder son sang-froid après l'optimisme de la semaine dernière. « *Rien n'est joué mais ce sera très serré* », déclarait-on à la corbeille, où, pour réagir, on attend avec une certaine impatience le débat télévisé entre les deux candidats et les prochains sondages.

Le franc français, lui, s'est replié très légèrement. Sur un marché également très calme, seul le dollar a cédé un peu de terrain devant le franc, alors que les autres devises enregistrent une légère progression, déjà amorcée la semaine dernière.

Les autorités monétaires font également preuve de sérénité puisque le taux de l'argent au jour le jour est resté fixe lundi matin à 12,25 %, soit son niveau de la semaine dernière.

J.-P. G

BREF

• **Les Etats-Unis** imposeraient un arrêt total des échanges commerciaux avec l'URSS, y compris un nouvel embargo céréalier, si Moscou décidait d'intervenir en Pologne, a déclaré, samedi 25 avril, le secrétaire d'Etat américain, Alexander Haig.

• **L'ensemble des organisations syndicales,** CGT, CFDT, FO et Autonomes du personnel des autoroutes du sud de la France ont décidé un nouvel arrêt de travail de vingt-quatre heures le 30 avril. Les syndicats demandent notamment une réduction de la durée du travail et une augmentation des salaires.

• **Cent vingt-neuf retraites anticipées** en Loire-Atlantique. La Société des forges de basse Indre (Loire-Atlantique) a présenté au comité d'entreprise un projet de cent vingt-neuf départs anticipés à la retraite. Elle précise que cette mesure concerne les cadres, agents de maîtrise et ouvriers qui seront âgés de plus de cinquante-sept ans au 31 décembre 1981.

AIRBUS *

❷ Proposer une gamme complète

ON voit donc que ceux qui sont partisans de « pousser » l'A-320 (comme la France) et ceux qui soutiennent le TA-9 ont également raison sur le plan industriel : chacun des programmes apportera à peu près la même charge de travail pour une mise de fonds analogue. Mais le choix ne se pose pas en ces termes ; il faut faire les deux ou prendre le risque de bloquer les possibilités commerciales d'Airbus Industrie. C'est en proposant une gamme complète que le constructeur européen pourra lutter efficacement avec Boeing ; et c'est dans ce cas seulement que son objectif de prendre un tiers du marché est réaliste.

Le programme A-320 vient d'obtenir le feu vert de Daniel Hoeffel, ministre des Transports. On sait que les Anglais sont partants pour y participer ; on dit même que le gouvernement britannique serait prêt à y apporter un financement substantiel pour que British Aerospace obtienne la maîtrise d'œuvre industrielle de cet appareil.

Il est urgent de prendre une décision positive sur l'A-320, car des clients importants se sont manifestés, qui désirent pouvoir mettre ce type d'appareil en service dès 1985/86 ; Air France et la compagnie américaine Eastern Airlines l'ont fait savoir. Face au projet européen, Boeing étudie un concurrent sous le nom de code 787.

Le programme A-320 est important pour l'industrie française à un autre titre : il devrait être propulsé par des réacteurs du type CFM-56, produits en coopération par la SNECMA et General Electric. Ces réacteurs consomment 45 à 65 % de moins — selon les versions — que la génération précédente. Et dans l'hypothèse où ce moteur serait retenu par les compagnies aériennes, la production de CFM-56 à l'usine de Corbeil-Essonnes pourrait atteindre 50 à 60 moteurs par mois ; ce qui signifierait la création d'un bon millier d'emplois chez la SNECMA et ses fournisseurs.

Mais justement, les dirigeants de la Lufthansa ont critiqué le moteur franco-américain. Pourtant, le CFM-56 a été choisi par l'armée américaine, par plusieurs compagnies aériennes américaines et par Boeing lui-même pour motoriser ses nouveaux 737-300. En face de lui, son seul concurrent crédible est actuellement le projet anglo-nippon RJ-500, dont Rolls-Royce est le chef de file, mais qui n'en est encore qu'au stade des essais au banc.

De toute façon, ce type de moteur (de la catégorie des 10 tonnes de poussée) a devant lui un énorme marché pour la remotorisation des avions court et moyen-courriers ainsi que des premiers long-courriers à réaction Boeing 707 et Douglas DC-8 : plusieurs milliers de moteurs à livrer en dix ans, les fournitures de rechanges devant s'étaler au-delà de l'an 2000.

Le programme A-320 avec moteur CFM-56 donnerait une accélération à l'activité aéronautique civile, dont on peut estimer l'effet social à quelque 5 000 emplois nouveaux d'ici à 1985 ? rien que pour la France ; sans parler de l'effet bénéfique sur la balance commerciale du pays.

Mais il est probable qu'on pourra développer ce programme en se passant des Allemands, car de nouveaux partenaires ont manifesté leur désir de s'associer à Airbus Industrie pour produire l'A-320 : Italie, Espagne et Hollande ; le gouvernement néerlandais a même officiellement fait savoir qu'il était prêt à y investir jusqu'à un milliard de florins . Le dépit des Allemands vient peut-être du fait que la Lufthansa aurait voulu obtenir l'entretien des nouveaux moteurs qui seront construits pour ce type d'avion, alors que l'entretien des moteurs actuels des Airbus européens est essentiellement effectué par Air France à Orly. Mais le consortium Airbus Industrie a mis en place une forme de coopération européenne qui reste exemplaire par sa souplesse d'adaptation. Ce qui lui permet de poursuivre son expansion, même si un partenaire rechigne momentanément à la tâche, pour des raisons d'intérêt personnel.

Pour ce qui la concerne, la France doit manifester sa fermeté, car son intérêt et celui des travailleurs de son industrie aéronautique civile rejoignent ici l'intérêt de la Communauté européeenne. Après les longues tergiversations du gouvernement sur ce sujet, il est grand temps de redonner les commandes aux industriels et de cesser le jeu diplomatique qui mélange des problèmes aussi divers que l'avenir des agriculteurs et des sidérurgistes, chaque fois qu'un conflit d'intérêt surgit entre les gouvernements de la Communauté européenne.

Jean-Claude TRICHET

*** Voir *Combat socialiste* du 28 avril**

Trop peu de maladies professionnelles reconnues

« L'IMPORTANCE des maladies professionnelles est encore largement sous-estimée en France. » C'est l'avis d'Alain Wisner, professeur d'ezrgonomie au Conservatoire national des arts et métiers (CNAM).

Au cours d'un colloque organisé par la fédération nationale de la mutualité française sur le thème « santé et conditions de travail », M. Wisner a souligné que le nombre de maladies professionnelles agréées était trop restreint (70 en 1980) et surtout que les symptômes reconnus comme valables étaient très restrictifs.

Les travailleurs manuels sont victimes d'un vieillissement prématuré. D'abord, à cause des différentes agressions auxquelles ils sont exposés au cours de la vie professionnelle.

En raison ensuite, de la médiocrité des soins apportés aux enfants des familles défavorisées.

BREF

FO contre un nouveau Grenelle

« Nous ne souhaitons pas que le gouvernement de demain prenne l'initiative d'une vaste réunion du type « conférence de Grenelle »... Cela ne pourrait conduire qu'à un déferlement de démagogie auquel personne n'aurait rien à gagner », écrit André Bergeron dans *FO Hebdo* du 29 avril, l'hebdomadaire de la centrale. Quel que soit le résultat du scrutin, poursuit le secrétaire général, Force ouvrière entend immédiatement relancer la négociation collective et sollicitera une audience du nouveau président.

• **Les banques suédoises** seront paralysées à partir de ce mardi 28 avril par une grève de trois jours déclenchée par la Fédération syndicale des employés de banque pour des raisons d'ordre salarial.

• **Les personnels de l'entreprise CGEA** de Montesson dans les Yvelines (6 150 salariés) desservant les lignes urbaines de Saint-Germain-en-Laye, Achères, Conflans, Marly-le-Roi ainsi que La Celle-Saint-Cloud sont en grève à 80 % depuis le 23 avril. La CGT, qui a appelé au mouvement, demande une revalorisation des salaires.

Plus de crédits pour former les handicapés

La Préfecture de Paris

supprime des stages en câblage électronique

En vedette sur FR3, le 22 avril : les handicapés du centre Robert-Buron ; au programme : un reportage sur douze accidentés du travail en stage de cablage électronique. Ce même jour, le centre apprend que la Préfecture lui supprime ses crédits : il y a plus urgent que donner un métier à des accidentés du travail.

LES douze handicapés qui suivent actuellement une formation pratique en câblage électronique seront-ils les derniers stagiaires formés dans cette spécialité par le centre Robert-Buron, à Paris ?

En tout cas, la Préfecture de Paris en a décidé ainsi. En dénonçant la convention qui la lie au centre Robert-Buron, la Préfecture explique qu'elle réserve son enveloppe formation à d'autres stages, qu'elle juge prioritaires.

Décision pour le moins surprenante. 1981 n'est-elle pas l'année des handicapés ? Valéry Giscard d'Estaing ne vante-t-il pas le plan quinquennal de formation professionnelle comme le remède au chômage ?

Comble de l'ironie, ou maladresse coupable, le 20 mars dernier, le centre ouvrait toutes grandes ses portes pour accueillir en même temps qu'une équipe de FR3, Mme du Granrut, chargée de mission au ministère du Travail, pour l'insertion professionnelle des handicapés. Or, dès le 14 janvier, la Préfecture avait statué... et supprimé les crédits.

Victimes du travail

La direction du centre Robert-Buron ne connaîtra la nouvelle que le 22 avril, le jour précisément où FR3 diffusera l'émission. Cette semaine-là, au deuxième étage du 59 bd de Belleville, douze handicapés, pour la plupart accidentés du travail, s'appliquent sur leurs soudures. La salle étroite, aux peintures défraîchies, abrite un bon nombre de professionnels du bâtiment. Une fracture du crâne pour l'un, une fracture du bassin pour l'autre, parce qu'une chute d'échafaudage par ici, un écrasement de la cage thoracique par là, et c'est l'adieu au métier.



Des revendications de plus en plus légitimes. (Photo Frédéric Pitchal)

« Ce stage est leur dernière chance, explique un formateur. *D'accord, on ne prétend pas leur donner une qualification à la hauteur de celle qu'ils avaient acquis à force d'expérience. Mais, psychologiquement, il les remet en selle. Dès qu'un stage se termine, je contacte les entreprises de la région et j'en place un sur deux. »*

En l'espace de vingt ans, le centre, selon cet éducateur, aurait appris un nouveau métier à plus de deux mille handicapés. Certains attendent leur tour depuis bientôt deux ans !

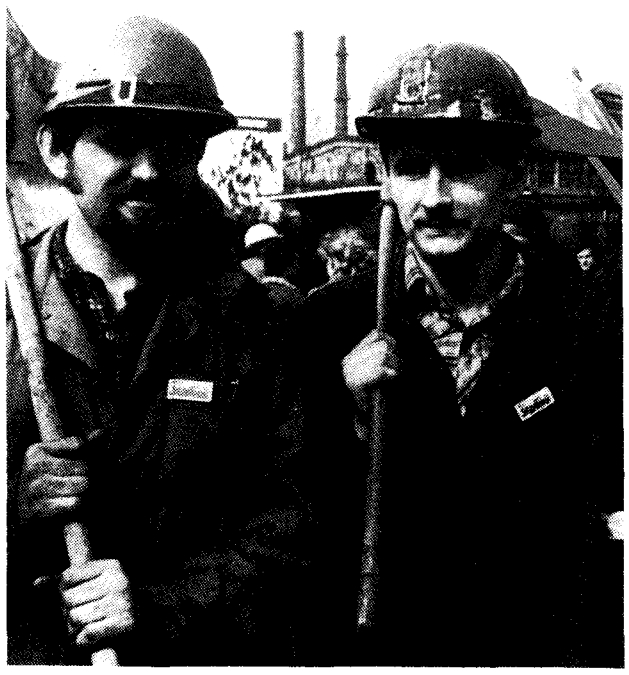
Chaque année, le centre forme, outre des câbleurs, des standardistes, des sténo dactylos. En tout, chaque année, environ soixante-dix handicapés. Vendredi matin, tout ce monde était dans la rue, en compagnie des formateurs. Arpentant le quartier de Belleville, ils ont recueilli en une matinée mille cinq cents signatures.

Câbleurs ou standardistes

Les éducateurs craignent pour leur emploi. Trois postes sont menacés : le déconventionnement signifie la suppression des allocations versées par le FNE (Fonds national de l'emploi) aux stagiaires. Plus de stagiaires, donc plus de prix de journées alloués par la Sécurité sociale pour couvrir les frais de fonctionnement du centre...

Le syndicat CGT qui représente le personnel sollicite une entrevue auprès du préfet. La direction, de son côté, se bat pour sauver son stage. Quant à Mme du Grandrut, elle s'étonne de la décision de la Préfecture qu'elle dit ne pas connaître : *« La région est maître de ses priorités. Mais je vais remonter la filière »*, nous a-t-elle assuré.

Catherine MAUSSION



Ouvriers d'un dépôt de tramways à Varsovie. (Photo Michel Philippot/Sygma)

1er-Mai à l'envers en Pologne

Pourquoi Souslov est-il venu à Varsovie?

JUSQU'A l'an dernier, à Varsovie, le 1er-Mai était l'occassion de défilés impressionnants. Au pied du palais de la Culture (autrefois palais Joseph-Staline), les dignitaires siégeant à la tribune regardaient pendant plus d'une matinée passer toutes les entreprises de la ville.

Reprenant le nom de « Fête du travail », cette mise en scène avait lieu dans toutes les capitales et grandes villes des pays socialistes. Le spectacle devait symboliser l'entente du pouvoir et du peuple.

Côté tribune, les assis se levaient au passage des ouvriers des grosses usines pour lancer une salve d'applaudissements. Côté rue, les marcheurs brandissaient les banderoles d'une approbation en général muette.

Cette année, en Pologne, les marcheurs ne marchent plus. « *Nos cœurs sont fatigués* », a dit Lech Walesa, qui court depuis le mois d'août. « *Ce sera une fête de famille syndicale* », a dit Solidarité. Il n'en fallait pas plus pour décider les dirigeants du parti à faire déménager la tribune pour l'installer dans le palais de la Culture. Le discours officiel y sera prononcé la veille, au cours d'une soirée. Le défilé se déroulera modestement devant le tombeau du Soldat inconnu, et partout ailleurs Solidarité fera la messe ou la kermesse.

Quel premier ministre, d'ailleurs, oserait, ce jour de fête, mettre en vigueur le rationnement du beurre, de la farine, des gruaux de céréale et du riz (après la viande et le sucre). C'est pourtant ce qu'a annoncé le gouvernement du général Jaruzelski sans soulever de tempêtes dans un pays qui a connu, ces derniers mois, d'autres ouragans. Chacun acceptera d'en passer par là, à condition d'en sortir.

Encore le faut-il. Et le plus préoccupant, c'est ce qui peut l'empêcher. Aussi s'interroge-t-on sur les conséquences qu'aura le voyage éclair et inattendu, jeudi dernier, de Mikhail Souslov, l'adjoint de Leonide Brejnev, à Varsovie. Est-il venu pour donner l'apparence de la légalité à toute forme d'ingérence d'un pays frère ? Le communiqué commun, publié à l'issue de cette visite, se prononce seulement « *contre toutes formes d'ingérences dans les affaires intérieures de la Pologne de la part des pays impérialistes* ». Pourquoi cette dernière précision ?

On laisse clairement entendre, à Varsovie comme à Moscou, que cette visite impromptue a déjà retardé la réunion du dixième plénum du comité central du Parti ouvrier unifié polonais, qui devait avoir lieu ce dernier week-end. Il se tiendra seulement jeudi, pour fixer la préparation du IXe Congrès, en juillet.

Structures horizontales

On sait que le forum de Torun, le 15 avril, a pratiquement avalisé, dans le parti, l'avènement de structures horizontales entre des organisations de base, contraires au principe du centralisme démocratique tel qu'on l'entend aujourd'hui au Kremlin.

Alors que le général Jaruzelski paraissait avoir compris, après les incidents de Bydgoszcz, qu'il fallait gouverner sans raideur, Souslov est-il venu tenter de remettre le Parti ouvrier unifié polonais au garde à vous et la Pologne au pas ?

Pierre LI

Ethiopie, Somalie et Sud-Yémen

Russes et Américains modernisent leurs bases aéronavales

La corne de l'Afrique est devenue pour les grandes puissances une des clés de l'océan Indien

LES observateurs constatent qu'après la révolution iranienne et l'intervention soviétique en Afghanistan, Américains et Soviétiques se disputent les « facilités » et les points d'appui dans cette région proche du Golfe. Elle est vitale pour l'approvisionnement en pétrole de l'Occident et du Japon.

Le conflit irano-irakien, qui menace directement la stabilité de l'ensemble des pays de la région, accentue l'importance de la présence de navires de guerre des grandes puissances.

La France était déjà présente dans la région, aussi bien à Djibouti qu'à la Réunion, à Mayotte et aux îles éparses, plus au sud. Comme les « superpuissances », elle a renforcé sa présence. Djibouti est le principal point d'appui de la flotte française du nord de l'océan Indien.

Dans ce poste privilégié pour observer ce qui se passe du côté de la mer Rouge, notamment au Sud-Yémen et en Ethiopie (deux alliés de l'Union soviétique), la flotte française se trouve en terrain ami. En vertu d'un accord de défense, signé après l'indépendance de Djibouti, en 1977, quelque trois mille cinq cents militaires français y sont stationnés. Selon les experts occidentaux, une quinzaine de bateaux de guerre français se trouvent dans la région contre vingt-sept soviétiques et un nombre équivalent de navires américains.

Les Soviétiques ont acquis des points d'appui en Ethiopie et au Sud-Yémen. L'Erythrée constitue le seul débouché éthiopien sur la mer Rouge. Les Soviétiques y bénéficient de « facilités » à Massawa et aux îles Dahlaks. Les Américains affirment que dans ces îles les Soviétiques sont en train de construire leur plus grande base de la région, avec navires-ateliers, emplacements pour missiles, abris pour sous-marins atomiques. Les Ethiopiens, tout en admettant accorder des facilités à leurs alliés, réfutent ces affirmations, précisant qu'ils n'ont cédé aucune parcelle de leur souveraineté.

L'URSS

L'URSS est, en outre, implantée en face, au Sud-Yémen, depuis la fin des années 60. Selon des experts occidentaux, le Sud-Yémen, s'il le souhaite, pourrait bloquer le Bab-el-Mandeb.

Les Etats-Unis

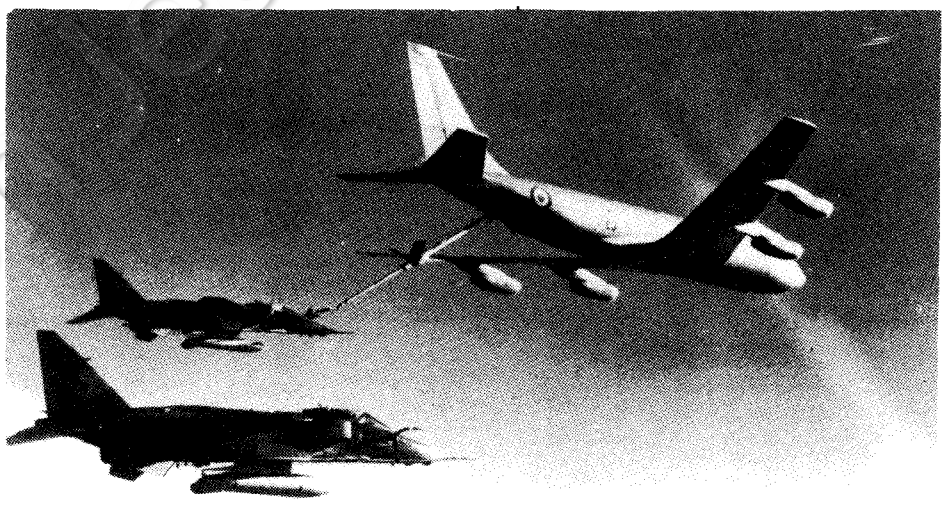
Face à ce qu'ils considèrent comme une menace directe de l'URSS sur leurs alliés du Golfe, en particulier l'Arabie Saoudite, les Américains ne sont pas restés inactifs. Ils ont signé des accords pour bénéficier de « facilités » à Oman, au Kenya et en Somalie.

Les principales bases se trouvent à l'île de Diego Garcia, qui leur a été louée par les Britanniques. Mais celle-ci, revendiquée par l'île Maurice, est trop loin du Golfe.

En Somalie notamment, les Etats-Unis ont signé, en août 1980, un accord concernant l'utilisation de la base aéronavale de Berbera contre une aide militaire de 40 millions de dollars. Les Américains sont intéressés par la piste aérienne et le port. Mais tout est à refaire.

Certains experts européens estiment que Diego Garcia et Mombasa, au Kenya, auront un rôle primordial dans le dispositif américain, Oman et Berbera étant des « bases secondaires ».

Face à ce dispositif militaire, on ne voit pas très bien comment l'océan Indien deviendra une zone de paix, comme le souhaitent les peuples de la région.



L'armée française, elle aussi, dispose d'une base militaire dans la région, à Djibouti. (Photo AP)

TERRAINS À BÂTIR - LOCAUX COMMERCIAUX
RESTAURATION DE LOGEMENTS
BÂTIMENTS INDUSTRIELS OU ARTISANAUX

DEPUIS PLUS DE 20 ANS

La S.E.Au.
SOCIÉTÉ D'ÉQUIPEMENT DE L'AUVERGNE

AIDE LES COMMUNES A REALISER LEURS PROJETS D'AMENAGEMENT

Pour tout renseignement s'adresser à :
BUREAUX :

PUY-DE-DÔME : 10, rue Eugène-Gilbert - 63000 CLERMONT-FERRAND - Tél. (73) 93.03.37
CANTAL : 70, rue de Firminy - 15000 AURILLAC - Tél. (71) 63.52.01
HAUTE-LOIRE : 11, rue des Tables - 43000 LE PUY - Tél. (71) 02.18.44

DOSSIER

Mercredi, en Afrique du Sud, élections réservées aux Blancs

Deux millions et demi d'électeurs sud-africains Blancs éliront le 29 avril leurs députés. Le Parti national, du premier ministre Pieter Botha, devrait conserver le pouvoir. Mais seize millions de Noirs, victimes de l'apartheid, ainsi que les Métis et les Asiatiques, restent exclus dans leur propre pays.

L'APARTHEID existe encore : le « *développement séparé des races* » se porte bien en Afrique du Sud. La preuve ? Seuls les Blancs ont le droit de vote. Le suffrage universel serait, estiment-ils, mortel pour eux. Ils sont quatre millions et demi, les Noirs seize millions. Le pays compte en outre deux millions et demi de métis et sept cent mille Asiatiques.

Craignant d'être submergés par la majorité noire, les Blancs ont imaginé un nouveau système : les bantoustans. Il s'agit de territoires peuplés de Noirs auxquels une indépendance théorique est accordée. Chaque race est maîtresse chez elle. Joli programme... Malheureusement, les bantoustans créés ne disposent d'aucune richesse. Ils constituent de simples réserves.

Sur le maintien des privilèges des Blancs, les trois partis qui se disputent le pouvoir sont d'accord. Le Parti national, composé d'Afrikaners, qui disposait dans l'assemblée sortante de cent trente-sept sièges sur cent soixante-cinq et qui devrait l'emporter, propose de créer une « *confédération d'Etats d'Afrique australe* » qui engloberait, outre l'Afrique du Sud, les bantoustans. A l'intérieur de l'Afrique du Sud, le pouvoir serait divisé entre les Blancs, les métis et les Asiatiques.

Le Parti fédéral, dominé par des anglophones, prône une solution légèrement différente : des Etats séparés et un gouvernement fédéral composé des représentants de tous les groupes ethniques.

Quant au Parti national authentique, qui ne dispose encore d'aucun député, il s'oppose à toute réforme et propose la cessation de tout commerce avec les pays africains voisins, tels que la Zambie ou le Mozambique, qu'il considère comme des « *refuges de terroristes* ».

La montée de ce petit parti situe l'enjeu du débat : les modalités de l'apartheid sont remises en cause par certains dirigeants à la tête desquels le premier ministre, Pieter Botha. Celui-ci, au pouvoir depuis 1978, s'en est pris aux manifestations les plus mesquines de l'apartheid... sans pour autant remettre en cause le principe du « *développement séparé des races* ». Déjà, au Cap, les autobus sont mixtes. Dans toutes les villes, jardins et bancs publics sont ouverts à tous. Les propriétaires d'hôtels, de restaurants et de cinémas sont à présent libres d'accueillir des Noirs, ce qui était impensable il y a quelques années.

Bien sûr, ces modifications ne changent rien au fond, c'est-à-dire à la domination politique et économique des Blancs sur les Noirs ainsi que le soulignent les chefs de la communauté noire d'Afrique du Sud. La scolarité n'est obligatoire et gratuite que pour les Blancs. Dans l'industrie et le commerce, un Noir gagne en moyenne quatre fois moins qu'un Blanc. Et 23 % des Noirs sont au chômage !

Il n'empêche : de nombreux Blancs, au sein même du parti gouvernemental, estiment que Botha va trop loin et qu'« *il vend le pays aux Africains* ». Ces nationalistes conservateurs lui reprochent, en outre, de commercer avec les voisins africains. A cela, Botha rétorque que les transactions vers ces pays sont financièrement très profitables. De plus, elles créent un lien de dépendance de ces Etats envers Pretoria.

De toute façon, les propos tenus durant la campagne électorale prouvent que Botha ne compte pas aller très loin. « *Je ne permettrai jamais aux Noirs d'accéder à la propriété en dehors des bantoustans* », a-t-il déclaré, ajoutant qu'il ne rencontrerait jamais les dirigeants de l'African National Congress, le mouvement de libération sud-africain. Récemment, le premier ministre a même fait retirer le passeport de l'évêque anglican Desmond Tutu.

Pour les Noirs, donc, rien de bon à attendre de ces élections. Ils savent depuis longtemps que les pays occidentaux ménagent Pretoria. D'abord parce que l'Afrique du Sud exporte, entre autres minerais, de l'or, des diamants, la moitié du platine, plus du tiers du chrome et du vanadium, le quart du manganèse du globe, indispensables à l'industrie moderne. Ensuite, parce qu'elle occupe une situation stratégique : elle contrôle la route du pétrole à destination de l'Occident.

Mais les Noirs ne se résignent plus : l'émeute de Soweto, en 1976, qui fit six cents morts, a prouvé que le temps de la révolte était venu. Afin d'accéder à la dignité.

Alain GARABIOL



« A l'usage exclusif des Blancs », prévient cette pancarte placée sur l'accès à une plage de Port-Elizabeth. (Photo Ken Kirby/Gamma)



La révolte d'un peuple

Soweto, un symbole ! En 1976, les habitants de cette banlieue noire de Johannesburg se sont révoltés contre le sort inhumain que le gouvernement sud-africain leur faisait subir. La répression fut sanglante : six cents morts, autant de martyres. Depuis cinq ans, la communauté noire, enfants compris, poursuit son combat. Et elle commémore chaque année ces émeutes. (Photo Campbell/Sygma)



Une victoire facile

Au pouvoir depuis 1978, Pieter Botha devrait l'emporter aisément lors des élections du 29 avril. Mais pour mener quelle politique ? Libéraliser le régime ou accentuer la répression ? (Photo Campbell/Sygma)

LA POSITION DU PS

Soutien aux mouvements de libération

CESSER de conforter le régime ségrégationniste de Pretoria, tel est le but que se fixe le Parti socialiste. Celui-ci prône l'arrêt de tout investissement public ou parapublic, l'arrêt de toute aide aux investissements privés en Afrique du Sud et en Namibie. Il s'associera aux sanctions économiques décidées par l'ONU. Il réduira, dans les délais les plus rapides, ses importations en provenance de l'Afrique du Sud.

Le PS condamne l'attitude du gouvernement giscardien à l'égard de l'occupation sud-africaine en Namibie. Paris est, en effet, resté muet après la rupture par Pretoria des négociations pour l'accession de la Namibie à l'indépendance.

Les socialistes estiment que l'ONU constitue la seule autorité légitime en Namibie. A ce titre, ses résolutions doivent être appliquées : toute importation d'uranium, notamment, devrait cesser immédiatement.

En revanche, la France se doit d'apporter un appui politique, une aide économique et technique accrue aux pays de la Ligne de front, aux réfugiés et aux mouvements de libération d'Afrique du Sud et de Namibie.



Pour l'indépendance

Sam Nujoma est le leader de la SWAPO, le mouvement nationaliste qui lutte pour l'indépendance de la Namibie (ex-Sud-Ouest africain). Ancienne colonie allemande riche en uranium et peuplée de cent mille Blancs sur un millions d'habitants, la Namibie est officiellement placée sous la tutelle de l'ONU depuis 1966. Mais Pretoria continue d'occuper ce territoire, bafouant le droit international et contraignant les Namibiens à la lutte armée.

(Photo Noguès/Sygma)

La plus puissante armée d'Afrique

LES récents raids de l'armée sud-africaine au Mozambique et en Angola ont démontré une fois de plus que la puissance militaire de Pretoria n'a pas d'équivalent en Afrique.

En 1970, déjà, le président de Côte-d'Ivoire, Houphouët-Boigny, déclarait : « *S'il y avait une confrontation entre l'Afrique du Sud et le reste du continent, ce ne serait pas la guerre des Six-Jours mais celle des Trois-Jours.* » Plus récemment, l'un des plus virulents critiques de l'Apartheid, le leader non élu de la ville noire de Soweto, Nthato Motlana, affirmait que les soldats sud-africains « *peuvent croquer l'Afrique au sud de l'équateur avant le petit déjeuner...* »

Les forces armées sud-africaines se composent d'environ 85 000 hommes en service actif et de 250 000 autres en état de semi-mobilisation, prêts à venir immédiatement renforcer les effectifs.

L'armée de terre se taille la part du lion sur le plan humain et financier. On estime à plus de la moitié la part du budget militaire qui lui est consacrée.

Les forces navales sud-africaines sont, selon le mot de l'amiral Ronald Edwards, une « *marine de petits bateaux* », dont les caractéristiques rappellent beaucoup celles de la flotte israélienne. Six vedettes rapides lance-missiles semblables aux Reshef israéliennes et armées d'engins mer/mer Scorpion (de fabrication locale, mais fortement « inspirés », semble-t-il, des Gabriel israéliens), en constituent l'ossature.

La marine comprend trois sous-marins français de type Daphné.

Les deux grands atouts navals sont la base de Salisbury Island, à Durban, et, surtout, le centre d'écoute électronique de Silvermine, unique au monde.

L'aviation sud-africaine est constituée en majorité de matériels français et italiens, tous construits sous licence.

Depuis 1966, la firme Atlas » a fabriqué 58 Mirage-3 de différents types (CZ, EZ, BZ et DZ, bi-places), 48 Mirage-F1 (AZ, CZ) et un nombre indéterminé de Macchi 326, rebaptisés Impala. Son parc d'avions de transport se compose de 9 Transall franco-allemands et de 7 C-130 Hercules américains. Une quinzaine d'autres Hercules civils cette fois, volent sous les couleurs de la compagnie Safair, mais il n'est pas rare de voir ces appareils sur les aérodromes de la zone opérationnelle, en Namibie... L'Afrique du Sud, enfin, utilise en grande quantité des hélicoptères français Puma et Alouette-3 de l'Aérospatiale.

El Salvador : disparition d'un prêtre américain

MALGRE la tentative de médiation du Mexique et du Venezuela pour parvenir à une solution politique à El Salvador, la violence continue dans cette petite république d'Amérique centrale.

Arrivé jeudi pour servir d'interprète à une équipe de télévision américaine, le RP Bourgeois, originaire de Chicago, a disparu dimanche matin, de son hôtel. L'ambassade des Etats-Unis a confirmé la nouvelle dans un communiqué officiel, en s'inquiétant de sa disparition. Le 2 décembre 1980, quatre religieuses américaines avaient été enlevées et assassinées peu après leur arrivée à San Salvador. Ministre salvadorien de la Défense, le colonel José Guillermo Garcia a « *profondément* » regretté la disparition du prêtre américain et affirmé qu'il mettrait tout en œuvre pour le retrouver. Mort ?

EN 24 HEURES

ESPAGNE
Le PCE contre l'OTAN

Le Parti communiste d'Espagne (PCE) vient de réaffirmer son opposition à l'entrée de l'Espagne dans l'OTAN, à la suite du voyage du premier ministre espagnol, Leopoldo Calvo Sotelo en Allemagne fédérale, où celui-ci, avait évoqué cette éventualité. Le PCE craint notamment la nucléarisation du territoire qu'entrainerait l'intégration au système militaire atlantique.

IRAN
Négociations possibles

Selon le département d'Etat, l'Iran est disposé à ouvrir des négociations sur les plaintes déposées par certains des cinquante-deux citoyens américains qui avaient été détenus en ôtages.

YOUGOSLAVIE
Attaques contre Tirana

Pour la première fois depuis les événements sanglants du Kosovo, début avril, un dirigeant de Belgrade, Fadilj Hodza, a accusé directement « *les responsables de Tirana* » de menacer la sécurité aussi bien de la Yougoslavie que de l'Albanie. Le Kosovo est une province autonome yougoslave à forte minorité albanaise.

OTAN
Le général Haig à Rome

Le général Alexander Haig, secrétaire d'Etat américain, participera à la prochaine réunion des ministres des Affaires étrangères de l'OTAN, les 4 et 5 mai, à Rome. A l'issue de son séjour en Italie, le général Haig se rendra à Bruxelles.

RFA
Série d'attentats

Une série d'attentats ont été commis, lundi, dans différentes villes d'Allemagne fédérale. Ils n'ont pas fait de victimes mais les dégâts matériels sont importants. Ces attentats à l'explosif seraient le fait de l'organisation Fraction armée rouge (RAF), en protestation contre la mort de l'extrémiste Sigurd Debus, après soixante-quatre jours de grève de la faim.

INDE-PAKISTAN
Sites atomiques

Le sénateur américain Alan Cranston, du Parti démocrate, a annoncé qu'il y avait des preuves que l'Inde et le Pakistan préparaient des sites pour expérimenter des bombes nucléaires.

COREE DU SUD
Avions F-16

Le Pentagône a annoncé son intention de vendre trente-six avions de combat F-16 au régime dictatorial de la Corée du Sud pour une somme de 900 millions de dollars, soit 4,5 milliards de francs approximativement.

ITALIE
Nouvel enlèvement

Ciro Cirillo, ancien président de l'assemblée régionale de Campanie et personnalité démocrate-chrétienne, a été enlevé dans la soirée de lundi à Torre del Greco, près de Naples.

AFGHANISTAN
Troisième anniversaire

Le troisième anniversaire de la Révolution communiste du 27 avril 1978, a été célébré dans un climat tendu à Kaboul. Le président afghan Babrak Karmal a participé à un meeting officiel auquel ont assisté plus de cent mille personnes. De leur côté, les résistants afghans ont distribué des tracts pour lancer un appel à « *une journée de deuil* », en souvenir des victimes de l'intervention soviétique de décembre 1980.

A l'occasion du voyage de Mouammar Kadhafi à Moscou

Violent réquisitoire de Brejnev contre Washington

En recevant lundi soir au Kremlin le leader lybien, le numéro un soviétique a dénoncé avec une virulence particulière la politique des Etats-Unis au Proche-Orient et dans le tiers monde.

LE numéro un soviétique, Leonid Brejnev, en recevant lundi soir au Kremlin le leader libyen Mouammar Kadhafi, a donné le ton de la nouvelle offensive diplomatique de l'URSS en direction des pays arabes.

Brejnev, estiment les observateurs, a montré que si Moscou veut retrouver sa place au Proche-Orient, il lui faut résolument contrer l'influence américaine.

Le président soviétique a accordé son soutien aux options défendues au Proche-Orient par les Pays du « *front de la fermeté* », dont le colonel Kadhafi est pour trois jours le porte-parole à moscou.

Brejnev a souligné que les accords de Camp-David sont « *un premier pas vers la mise en place d'un bloc militaire contre les pays arabes* ». La meilleure preuve, selon le président Brejnev, est le projet de création d'une force multinationale au Sinai, après le retrait d'Israël.

L'agence TASS, dans son compte rendu des entretiens de Brejnev avec le colonel Kadhafi, a indiqué que les deux dirigeants se sont déclarés persuadés qu'il faut « *riposter à la politique agressive et expansionniste de l'impérialisme* ».

Politique africaine

Au cours de ses entretiens avec le colonel Kadhafi, Brejnev, comme l'a révélé l'agence TASS, à également accordé son soutien à la politique africaine du numéro un libyen. Les deux interlocuteurs. selon TASS, ont évoqué « *la normalisation de la situation au Tchad* » et se sont déclarés persuadés qu'il faut « *mettre fin aux intrigues des forces impérialistes et réactionnaires au Tchad et autour de ce pays* ».

Devant le colonel Kadhafi, le président Brejnev à également tenu à rappeler l'intérêt de son pays pour le problème du Golfe. Faisant allusion à sa proposition de neutralisation du Golfe, Brejnev a reproché aux Etats-Unis de refuser ce projet tout en les accusant de « *ne pas se préoccuper de la sécurité des voies d'acheminement du pétrole* ». Il a ajouté à ce propos : « *Les otages sont depuis longtemps chez eux mais la marine de guerre américaine transférée dans le Golfe et l'océan Indien pour les secourir croise toujours dans ces eaux* ».



(Photo AP)

Après avoir condamné la politique de « *pillage et de dikiat* » des Etats-Unis envers les pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, Brejnev a appelé Washington et les membres permanents du conseil de sécurité à observer à l'égard de ces pays un « *code de conduite* » à partir du « *respect du principe d'égalité et des normes élémentaires du droit international* ».

En appelant Washington et les membres permanents du conseil de sécurité à ne pas s'ingérer dans les affaires de ces pays et à respecter leur souveraineté, Brejnev à surtout voulu mettre en garde les occidentaux.

Brejnev a tenu a faire passer au second plan les « *différences idéologiques* » avec Tripoli. Il l'a dit lui-même : le colonel Kadhafi est un « *camarade* », un « *compagnon d'armes dans la lutte contre l'impérialisme* ».

Les entretiens du colonel Kadhafi avec les dirigeants soviétiques devaient se poursuivre mardi et s'achever sur la signature de documents portant sur la coopération entre les deux pays.

Aggravation continue de la situation

L'aviation israélienne fait 70 morts au Liban

LES raids israéliens de dimanche et lundi sur le Liban auraient fait plus de soixante-dix tués, dont une trentaine autour de la ville côtière de Saïda.

Ces bombardements ne se limitent plus à la région du Sud-Liban. Lundi, les avions israéliens ont frappé la région de Delhamiye, à seulement 20 kilomètres au sud de Beyrouth. Sur le banlieues de Tyr et de Saïda, et notamment sur le camp de réfugiés palestiniens de Borj El Chamali, les formations de Phantom F 15 et de Skyhawk, ont largué plusieurs tonnes de containers à bombes multiples.

L'artillerie palestinienne a riposté en prenant notamment pour cible l'enclave du commandant Hadad, à la frontière israélienne.

Dans la capitale, Beyrouth, on a assisté aux plus violentes canonnades, depuis le début de l'année. Aucun quartier n'est épargné, qu'il s'agisse des zones tenues par les phalangistes de Gemayel ou celles aux mains des forces palestiniennes progressistes. Vingt-cinq ambulances ont transporté hier des blessés au seul hôpital américain de Beyrouth.

La ville chrétienne de Zahlé a par ailleurs subi de nouveaux bombardements ainsi que le port de Jounieh au nord de Beyrouth.

Alors que la sixième flotte américaine venait de jeter l'ancre, en rade de Haïfa, Washington affirmait être inquiet de la situation au Liban. Yasser Arafat, président de l'OLP, a demandé la réunion du Conseil de sécurité.

L'état de santé de Bobby Sands empire

Nouveaux risques d'affrontements en Ulster

ON redoute, en Irlande du Nord comme à Londres, l'annonce de la mort de Bobby Sands, qui pourrait être le signal d'affrontements plus violents que jamais en Ulster, où un policier a été tué lundi.

Le député gréviste de la faim, toujours emprisonné à Long Kesh, pourrait d'un moment à l'autre être transféré à l'hôpital de Musgrave Park, ce qui, de l'avis général, signifierait l'imminence de son décès.

La seule activité visible du gouvernement britannique de Margaret Thatcher, ce sont des communiqués indiquant que « *la santé de Bobby Sands continue de se détériorer* », ou des mises en garde contre les colis piégés qui menacent les députés conservateurs du Parlement.

Les réactions internationales se multiplient devant cet immobilisme des dirigeants conservateurs britanniques. La plus notable d'entre elles est l'appel lancé par dix élues du Parlement européen de Strasbourg, pour la plupart socialistes, qui demandent aux autorités d'Irlande du Nord d'accepter de discuter des améliorations des conditions de détention ainsi que du « *respect du caractère politique de leur geste* » des prisonniers catholiques irlandais.

Les signataires de cet appel sont : Anne-Marie Lizin (socialiste belge) ; Françoise Gaspard, Yvette Roudy, Yvette Fusillet, Marie-Claude Vayssade (socialistes fançaises) ; Fabrizzia Baduel Glorioso (apparentée communiste italienne) ; Maria Antonietta Macciocchi et Emma Bonino (radicales italiennes) ; Henike Falisch et Marie Wieczorek Zeul (socialiste ouest-allemande).

enquête...

Grogne chez les instits

La circulaire Beullac continue à faire parler d'elle. En faisant obligation aux directeurs d'école d'accueillir les élèves dans leur établissement en cas de grève et en les rendant directement responsables de la qualité de l'accueil fourni, le ministre de l'Education a provoqué une véritable levée de boucliers contre lui.

LE SGEN/CFDT a décidé d'appeler les personnels enseignants des écoles maternelles et primaires à la grève, ce mardi 28 avril. En insistant uniquement sur la fonction éducative, précise le communiqué du syndicat, la circulaire Beullac met encore une fois l'école et l'action éducative au second plan et insiste uniquement sur la fonction de garderie. « *Cela se fait uniquement au détriment des élèves qu'il faut garder dans n'importe quelles conditions et des éducateurs qui verront se dégrader les conditions dans lesquelles ils exercent leur fonction.* » Les responsables du SGEN/CFDT estiment que le ministre de l'Education nationale a publié un texte sur l'accueil et la surveillance des élèves qui restreint le droit de grève des directeurs et des instituteurs « *pour chercher à masquer les carences du service public en matière de remplacement* ».

La circulaire Beullac met encore une fois l'école au second plan en n'insistant que sur la fonction de garderie.

De son côté, le SNI/PEGC est bien décidé à répondre par la fermeté à ce qu'il considère comme un abus de pouvoir. Il préconise la fermeture totale de l'école en cas de grève, sans surveillance, ni garderie, ni cantine. « *Nous sommes conscients que nous engageons une épreuve de force* », disent ses responsables qui précisent cependant que l'époque actuelle ne leur paraît pas particulièrement bien choisie pour entrer dans la bataille. Le SNI/PEGC ne s'est donc pas solidarisé avec le mot d'ordre de grève lancé par le SGEN/CFDT, préférant attendre la formation du nouveau gouvernement pour reprendre avec lui des négociations réelles. En cas de refus de la part de ce nouveau gouvernement, les responsables du SNI s'engagent à lancer un appel à une grève nationale sans en préciser la durée.

La veille de la journée d'action lancée par le SGEN/CFDT, nous nous sommes rendus dans une école primaire de Paris pour y rencontrer une directrice et une institutrice qui nous ont dit quelles étaient leurs conditions de travail et ce que signifiait pour elles la circulaire ministérielle du 2 avril.

Pierre BELLEVILLE

Gérer la pénurie

DEPUIS deux ans, Jacqueline Legrand est directrice d'une petite école primaire qui reçoit 185 élèves répartis en huit classes. Pour assurer l'éducation des enfants, elle dispose d'un personnel réduit :

8 maîtres titulaires plus un suppléant qui est en même temps détaché sur un autre établissement scolaire. De l'avis même de la directrice, l'école jouit d'un statut relativement privilégié, et ses classes sont normalement chargées puisque chacune d'elles accueille une moyenne de 25 élèves.

« *L'administration*, dit-elle, *recrute des maîtres suppléants sur la base d'un absentéisme évalué à 5 %. Or le taux d'absentéisme réel est bien supérieur à ce chiffre : il est de l'ordre de 8 à 10 %. Cela s'explique par le fait qu'il n'a pas été modifié depuis 1951 et qu'il a été fixé à une époque où les avantages sociaux étaient nettement inférieurs à ceux que nous connaissons actuellement. De nos jours, les enseignants bénéficient de congés maternité plus longs et de congés maladie plus fréquents. A partir de trois enfants, le congé maternité est porté à six mois, par exemple. D'autre part, de nombreux enseignants préfèrent travailler à mi-temps.* »

Ces faits expliquent l'augmentation du taux d'absentéisme et l'impossibilité dans laquelle se trouvent les chefs d'établissement d'assurer le remplacement des absents par les suppléants. La solution consistait donc à répartir dans les autres classes les élèves privés de maîtres. Si l'instituteur absent n'était pas remplacé dans les trois jours, le chef d'établissement prévenait les parents d'élèves. Ceux-ci avaient alors le choix entre garder leurs enfants à la maison ou les confier à une autre personne. Ils avaient également la possibilité d'exercer une pression auprès de l'administration compétente pour obtenir rapidement un maître suppléant. « *Le problème n'était d'ailleurs pas résolu pour autant*, poursuit la directrice, *car il est bien évident que, si les effectifs de suppléants étaient insuffisants, l'administration se voyait dans l'obligation de retirer un enseignant d'une école pour l'envoyer dans une autre afin de satisfaire les parents d'élèves les plus dynamiques. Avec ce nouveau décret, ce n'est plus l'inspecteur d'académie qui est responsable des remplacements, mais le directeur lui-même : en cas d'absence d'un maître, il doit répartir les élèves dans ses autres classes. En cas de grève, cette circulaire fait obligation au chef d'établissement de prendre contact avec la mairie ou les parents d'élèves pour organiser la garde des enfants. Cela équivaut à une véritable négation du droit de grève puisque, dans tous les cas, il faut venir à l'école pour voir si tout se passe bien. Pour nous, l'école n'est pas une simple garderie.* »

Et Jacqueline Legrand de conclure : « *Cette circulaire ne tient pas compte des suggestions émises par les syndicats lors de l'élaboration du projet de loi : c'est comme si on avait chanté dans un violon.* »

Pierre POIX

La circulaire maudite

sur les bancs de l'école

POUR Paulette Tournier, institutrice depuis vingt-deux ans, cette maudite circulaire constitue une véritable atteinte au droit de grève, et, même si le texte ministériel s'adresse surtout à la direction des établissements, elle se sent personnellement concernée : « *Nous sommes solidaires du directeur puisque nous sommes tous des directeurs en puissance.* » Elle poursuit : « *Avant cette circulaire, en cas de grève, on affichait une note à l'entrée de l'école en précisant que ce jour-là il n'y aurait ni cantine, ni garderie. Et les enfants ne venaient pas. Si un enseignant ne faisait pas la grève, il était tenu d'accueillir tous les enfants qui se présentaient à l'école. Mais, si les enseignants sont grévistes, les enfants n'ont pas à être acceptés à l'école. Une grève n'a rien à voir avec la garderie du mercredi. La véritable fonction de l'école, ce n'est pas de garder les enfants, mais de les éduquer. Et, pour les éduquer, il faut savoir les écouter. Cela ne s'improvise pas : c'est tout un métier, qui demande beaucoup d'attention et une grande abnégation.* »

Le malaise de la profession d'instituteur ne tient pas seulement à cette circulaire. Il y a aussi la question de la revalorisation de la profession. Et elle n'est pas près d'être résolue. En tout cas, dans l'immédiat, les instituteurs auraient tort de se plaindre : les écoles ont reçu une nouvelle couche de peinture. Cela se passait avant le premier tour de l'élection présidentielle. Dans les établissements transformés en bureaux de vote. Et uniquement dans la partie prévue pour accueillir les électeurs : il ne faut pas gaspiller l'argent du contribuable.

P.P.

Grève chez les ronds-de-cuir

LE Syndicat national de l'administration universitaire (SNAU-FEN) a fait grève le vendredi 24 avril. Le mouvement, estime l'organisation, a été largement suivi. Le syndicat dénonce les suppressions de postes qui menacent l'ensemble de la profession pour la prochaine année scolaire : de 300 à 500 postes risquent de disparaître. Ces menaces concernent les catégories A (attachés d'administration scolaire et universitaire), B (secrétaires d'administration), C (commis) et D (agents de bureau), et plus particulièrement les deux dernières catégories.

Les agents administratifs, qui sont environ 30 000, veulent ainsi attirer l'attention du public sur leurs conditions de vie et sur les difficultés qu'ils rencontrent dans leur profession. Contrairement à une opinion couramment répandue, l'école n'est pas le lieu d'action des seuls enseignants, et le rôle des personnels administratifs est loin d'y être négligeable, ni même secondaire : ce sont eux qui assurent la restauration, l'entretien des locaux et la préparation des laboratoires.

Conscient de la dégradation des services rendus par ces catégories professionnelles, le SNAU-FEN appelle les agents administratifs concernés à faire grève pour protester contre les suppressions de postes et pour exiger la création de nouveaux postes, afin d'améliorer la qualité des services fournis et de satisfaire la demande du public dans ce secteur.

P.B.



L'ECOLE EN MOUVEMENT

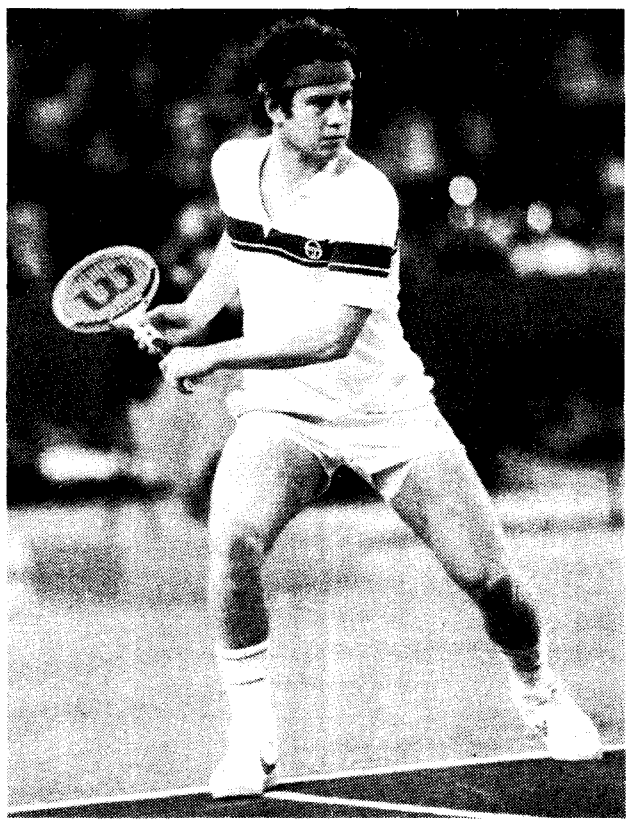
QUATRE ENSEIGNANTS LICENCIES

Raymond Forni, député socialiste de Belfort, a fait part à Alain Peyrefitte de son étonnement devant l'annonce par le rectorat de Paris de la décision du ministère aux destinées duquel il préside de retirer leur agrément à quatre enseignants de la maison d'arrêt de Fleury-Mérogis.

Le député à fait observer qu'aucune faute professionnelle n'a été invoquée à l'encontre de ces enseignants, qui font par ailleurs l'objet de rapports d'inspection parfaitement élogieux. Or, la qualité de délégués syndicaux de ces enseignants peut faire craindre que ce retrait d'agrément ne soit une sanction à peine déguisée contre ces instituteurs.

C'est pourquoi, afin d'apaiser les inquiétudes légitimes de ceux qui voient dans cette décision un prolongement abusif de l'esprit de la loi Sécurité et liberté, il lui demande de lui faire connaître les raisons qui l'ont conduit au retrait de l'agrément et s'il entend faire pourvoir les quatres postes qui seront ainsi libérés.

Abonnez-vous à *Combat socialiste*



John McEnroe. (Photo S.A.M.)

Courts séchés?

CONNORS ? Absent. Noah ? Absent. Deux manquants sur huit. Dans ces conditions, le « maître » du tournoi WCT de Dallas a bien du mal à faire sa classe... Certes, l'Américain et le Français ne font pas l'école buissonnière. Ils ont des mots d'excuse et même des certificats de maladie.

Yannick Noah souffre d'une tendinite à l'épaule droite, Jimmy Connors, pour sa part, est handicapé par une gastro-entérite. Rien à dire à cela. Ni l'un ni l'autre ne « sèche ».

Toutefois, il est à noter que le tennis mondial perd de plus en plus souvent ses meilleurs élèves à l'occasion des grandes épreuves. Bjorn Borg, le prix d'excellence, souffre également d'une tendinite ; Pascal Portes, l'élève appliqué, est considérablement gêné par un déplacement du bassin. De plus, Gene Mayer, un des tout premiers, est lui aussi blessé.

L'hiver a été bien mal digéré, et c'est extrêmement inquiétant à quelques semaines des examens cruciaux que constituent Roland-Garros et Wimbledon.

Mais pourquoi cette série de défaillances ? Aujourd'hui, le tennis n'est plus une discipline d'ornement. Les joueurs s'imposent essentiellement par leur condition physique. Une telle débauche d'énergie finit un jour par se payer. De plus, l'« appel du dollar » les pousse à frapper la balle aux quatre coins du monde, et ce, pendant leurs heures creuses...

Les meilleurs écartés, les « cancres » et ceux qui sont près du fond du court vont tenter de glaner quelques sets supplémentaires et passer ainsi dans la classe supérieure.

Philippe BALLAND



Ce sera un «onze» généreux

Comme à l'ordinaire Michel Hidalgo a demandé à ses joueurs de pratiquer l'offensive mercredi soir, face à la Belgique

L'équipe de France de football jouera mercredi soir au Parc des Princes. Une rencontre décisive en éliminatoires de la Coupe du Monde face à la Belgique. Après leur défaite devant la Hollande, les Tricolores ont une tâche difficile, car leurs adversaires viennent d'obtenir 9 points en cinq rencontres. L'entraîneur du Onze de France. Michel Hidalgo, a répondu à nos questions en nous accueillant à Jouy-en-Josas, où se prépare son équipe.

— Comment abordez-vous ce match si important ?

— Sur le plan du résultat, il est évident que les deux points de la victoire nous sont nécessaires. Si nous voulons conserver une chance de qualification, nous devons éviter de perdre des points à domicile.

Sur le plan tactique, nous nous déterminerons après le visionnage du match Belgique-Eire. Nous trouvons sur notre route une équipe qui sort du tunnel et qui a trouvé un rythme lui permettant de ne plus perdre. Elle est d'ailleurs pratiquement qualifiée. En tout état de cause, nous devons prendre la partie à notre compte, et nous méfier des contre-attaques menées par Ceulemans, Vanden Bergh et Cluytens.

— Les diverses absences du Platini, Larios et Lacombe reisquent-elles de désorganiser votre équipe ?

— Ce sont des absences que l'on regrette, mais nous sommes un groupe de 16 avant la rencontre et je considère alors qu'il n'y a plus d'absences. Les forces vives sont dans cet ensemble de joueurs présents. Les éléments retenus ont d'autres qualités.

— Etez-vous préoccupé par le problème de l'attaque en général et de l'avant-centre en particulier ?

— Il ne convient pas de faire une fixation sur le problème du buteur. Le football mondial connaît de moins en moins de joueurs sur lesquels pèse la responsabilité unique de marquer des buts. Selon moi, il doit exister un partage des rôles entre attanquants et joueurs du milieu du terrain, et entre les attaquants eux-mêmes. Création, imagination et finition doivent être partagées par tout le monde.

Le partage des rôles dont je viens de parler doit se traduire en équipe de France avec la vivacité de Zimako, la puissance de Soler, la générosité de Rocheteau et « l'inattendu » de Six.

— Vous semblez tout aussi hostile à l'autoritarisme qu'au langage guerrier ?

— Je n'admets pas l'usage de la terminologie guerrière en matière de sport. Il y a un vocabulaire et une moralité propres aux sportifs.

Je préfère le mot équipe à celui de commando et les termes générosité, d'enthousiasme à ceux de combattre, de baïonnette au canon. Nous devons éviter les excès.

En 1981, l'autorité, c'est la compétence. Je tiens compte de la personnalité des joueurs que je considère comme des adultes. Je préfère être compris et demander leur adhésion que d'être seulement obéi. J'éprouve là plus de satisfaction que dans le caporalisme.

— L'équipe de France jouera-t-elle l'offensive mercredi soir ?

— Bien entendu et comme à l'habitude. Je demande aux joueurs de tout faire pour aller vers le but adverse. Je préférerai toujours voir mes joueurs manquer les dernières quinze minutes d'une rencontre par excès de générosité que de ne pas atteindre les 15 derniers mètres.

Félix CHIOCCA

Blue jean et walkman

LE blue-jean délavé, le walkman autour du cou, Gregor Beugnot, jeune meneur de jeu de l'équipe du Mans, traîne ses baskets dans le hall du grand hôtel de Jouy-en-Josas. Gregor est actuellement en stage en vue des prochains championnats d'Europe. En attendant, il suit attentivement les derniers entraînements de l'équipe de France de football.

Qu'importe la discipline, tant que l'on parle de ballon (rond). *« Enfant, je voulais devenir footballeur, et j'avais débuté la balle au pied,* souligne le Manceau. *Mais, comme tu peux le constater, j'ai grandi* (1,90 mètre) ; *alors, on m'a mis dans les buts. Hélas ! j'avais horreur de cela... »*

Malgré ses amours contrariés, Gregor Beugnot a conservé ses attaches avec le football. Lorsqu'il jouait à Reims, il fréquentait les joueurs du stade. Aujourd'hui, l'actualité, c'est la rencontre France-Belgique. Gregor reste résolument optimiste malgré les derniers forfaits français : *« Ce sera un match dur, où les onzes joueurs seront encore plus tendus que je ne l'étais samedi face à Villeurbanne. Toutefois, eux, ils vont gagner. L'écart sera minime, 2 à 1 ou 1 à 0. »*

Avant de rejoindre ses camarades, Gregor Beugnot jette un regard sur Alain Gilles, le joueur-entraîneur de Villeurbanne, nonchalemment installé dans un fauteuil, et souligne : *« Tu vois, Gilles me fait penser à Christian Lopez. C'est un garçon d'expérience sur lequel une équipe peut se reposer. Il donne à ses équipiers une formidable confiance. »*

Si cette comparaison est juste, Lopez devrait mener, mercredi soir, les Bleus à la victoire.

Ph. B.

Les footballeurs de l'ordre

Jamais peut-être le monde du ballon rond n'a été aussi conformiste

« TOI môme, tu prends le 9 d'en face et tu ne le lâches pas d'une semelle. Il ne doit passer à aucun prix. Rappelle-toi que si tu fais de la dentelle comme l'autre jour, t'iras voir en réserve si j'y suis. » Les consignes d'avant match de ce type sont aujourd'hui monnaie courante à tous les niveaux de la compétition masculine et même... féminine. La violence et l'antijeu ne scandalisent plus guère. Mieux le monde du football s'efforce calmement de lui trouver des justifications théoriques.

« Pourquoi faudrait-il lutter contre la violence, déclarent les entraîneurs par l'intermédiaire du directeur technique du football français Georges Boulogne ? *D'abord il n'y en a pas plus qu'avant (!) et ensuite le football est un sport viril. Il vaut mieux voir les jeunes se défouler sur un stade plutôt que de les laisser exprimer ailleurs leur agressivité. »*

En quelques mots le maître-entraîneur nous livre sa conception du football et nous fournit la panoplie des préjugés et des lieux communs qui sont l'apanage d'une certaine classe sociale sur la défensive. *« La violence, il n'y a rien de tel pour faire un homme ! »* Mais une violence codifiée, dans un champ clos, sous la surveillance d'un père ou d'un adjudant qui à tout moment pourra dire *« Ça suffit maintenant. »* Une violence qui en s'exprimant dans le sport permet que l'individu reste docile dans la vie de tous les jours au lieu qu'il aille exprimer dans les rapports sociaux son surplus d'agressivité.

Voilà une extrapolation de la fonction d'entraîneur bien inquiétante : ce n'est pas la violence qui gêne nos éducateurs de football mais la personnalité des jeunes. Curieux éducateurs qui doivent leur diplôme pour une bonne part à leur docilité et à leur conformisme. Curieux diplômes que ceux-là, délivrés par l'Etat et la fédération et qui servent manifestement pour une bonne part à promouvoir de façon autoritaire une conception rétrograde du sport. Grâce aux ministres des Sports qui se sont succédés depuis 1973 la hiérarchie mise en place par M. Boulogne a pu achever son entreprise de mise aux pas des footballeurs.

Mais les entraîneurs ne sont pas les seuls, avec les dirigeants bien sûr, à garantir le maintien de l'ordre établi. Les médias dont on pourrait attendre qu'ils secouent un peu le milieu du football en le révélant à lui-même, se mettent au contraire dans la majorité des cas au service du football business en véhiculant ses valeurs. Une certaine presse d'ailleurs s'efforce de faire pression sur Michel Hidalgo, avec une réussite inégale, pour qu'il s'aligne enfin sur le courant dominant.

Il faudrait encore citer les joueurs de premier plan qui par analogie avec les « stars » s'imposent comme des modèles pour les jeunes. Quand on voit qu'aucun joueur de Saint-Etienne ne bronche lorsque leur président les accuse dans la presse d'avoir « trahi » leur club, on peut penser que leurs avantages matériels ne les prédisposent pas à s'en prendre à l'ordre établi...

Daniel WATRIN

THEATRE

Comédie sur glace à Mérignac

Le double jeu des acteurs sportifs

De notre correspondant à Bordeaux.

DÉCIDÉMENT, les Québécois ne font rien comme tout le monde. Avec la Ligue nationale d'improvisation (LNI) de Montréal, vous vous préparez pour assister à une représentation théâtrale, tenue correcte, références culturelles dans la poche, et vous tombez sur quelqu'un qui vous dit abruptement : *« J'espère que le match va être bon; vous êtes un supporter de quelle équipe? »*

Vous découvrez alors des acteurs en tenue de sportif, un metteur en scène déguisé en arbitre et qui se manifeste par des coups de sifflets stridents. La scène vous rappelle étrangement un terrain de hockey sur glace, moins la glace.

Comble d'horreur : on vous distribue même à l'entrée une paire de « claques »! Certes, il ne s'agit que de chaussons en caoutchouc que les Canadiens enfilent par-dessus leurs chaussures pour les protéger de la neige; mais le spectateur est invité à lancer ces objets sur la scène lorsqu'il désapprouve le déroulement de la partie ou les décisions de l'arbitre.

Et les acteurs, dans tout cela, ils jouent à quoi? Ni au hockey, ni au basket, ni au volley puisque pesonne ne semble avoir songé à leur fournir de ballon. Ils en sont donc réduits à s'agiter de manière à illustrer les thèmes tirés au hasard par « l'arbitre ». Exemples : « En plein été, une plage étouffante et bondée à Naples », ou bien « L'agenda d'un timide ». Sont déterminés à l'avance le nombre de protagonistes, la durée de la séance, les accessoires éventuellement disponibles et... la nature de l'improvisation!

Deux variantes sont possibles : soit l'improvisation comparée, où les équipes jouent l'une après l'autre, soit l'improvisation simultanée où les deux équipes entrent ensemble en lice.

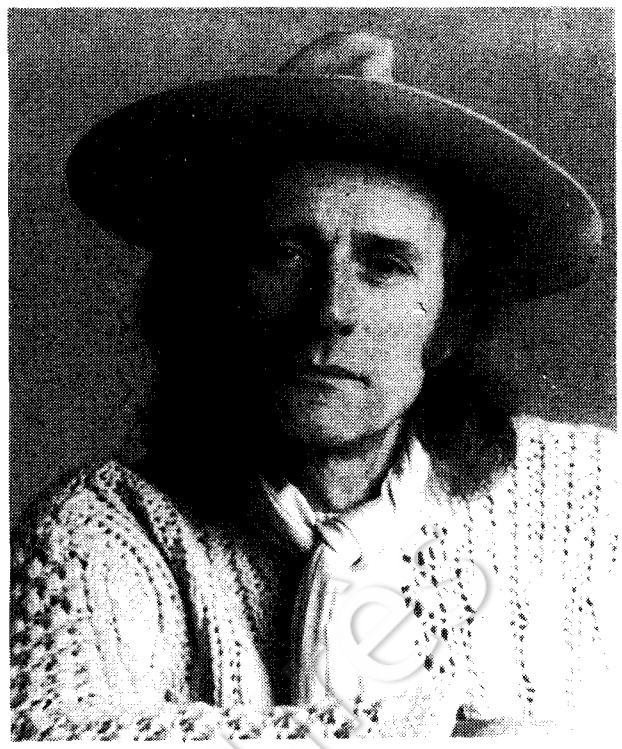
Après chaque représentation, le public vote à l'aide d'un carton de la couleur de l'équipe qu'il a élue, et l'on procède au décompte des voix. Si de trop nombreuses claques ont été envoyées sur la « glace », l'arbitre interrompt la partie. Le tout est régi par un maître de cérémonie, et un organiste accompagne les différentes phases du jeu.

Il fallait, on s'en doute, l'audace et l'esprit ouvert d'une municipalité socialiste pour accueillir, en première internationale, une telle troupe. François Larran, qui dirige l'Office socio-culturel de Mérignac, près de Toulouse, n'a pas hésité à mobiliser pour cela le collectif Parodos, regroupant l'ensemble des associations culturelles de la ville (maisons de quartier, association Léo-Lagrange, MJC, etc.). Un intense travail d'information a été réalisé pour drainer un maximum de spectateurs vers la salle municipale de la Glacière.

On devine le but de la LNI de Montréal : utiliser les pulsions sportives du public pour l'entraîner dans l'exploration du verbe et du corps offerte par l'improvisation théâtrale. Preuve éclatante que tout cela est subversif : le plaisir indicible partagé par des milliers de spectateurs québécois, dont beaucoup sont devenus des supporters fanatiques.

D'autres relèveront peut-être la « moufle » puisque la LNI doit poursuivre sa tournée à Marseille, Avignon, Poitiers, Paris et Villeneuve-d'Ascq.

Gérard MUTEAUD



Nino sorti du Lot

BURINÉ, un rien farouche derrière l'apparente nonchalance, accompagné de six musiciens — le Rock Band — et de deux choristes, il revient au Petit Forum des Halles, Ulysse de la chanson qui s'était absenté depuis de longues années de la scène française : Nino Ferrer.

Pour un peu, on serait ému. Depuis le temps qu'on l'attendait. Auréolé des souvenirs mêlés de Mirza , des Cornichons, et aussi du Sud... Que mijotait-il du fin fond de sa retraite solitaire du Lot ? Enfin la réponse va tonner. Ce soir, encore, Nino ne peut que nous étonner...

Hélas ! les retrouvailles ne sont jamais telles qu'on les espérait ! Dès les premières mesures, on a compris que le miracle ne sera pas renouvelé. Malgré les rythmes, les nouveaux arrangements musicaux. Malgré les rocks, les blues, le jazz. Malgré les déchirements du SA KO.

Dans la cacophonie d'une sono mal réglée, les notes se heurtent, se traînent, s'étirent. Les mots se perdent, disloqués. La verve a fini. L'imaginaiton n'est plus ce qu'elle était. A quarante-six ans, le héros de la chanson est fatigué.

Pourtant, un instant, les musiciens taisent leurs instruments ; Nino est seul, avec sa guitare, face au public. Il reprend les chansons anciennes... *le Sud, la Maison près de la fontaine...* Tout à coup, la grâce est revenue... Mais ce n'est qu'illusion. Juste un peu de nostalgie...

Didier MÉREUZE

• *Théâtre du Forum. Forum des Halles, 75002 Paris, à 20 h 30. Tél. : 297.53.39.*

EXPOSITION

Le mystère des chevaux errants de Saint-Marc

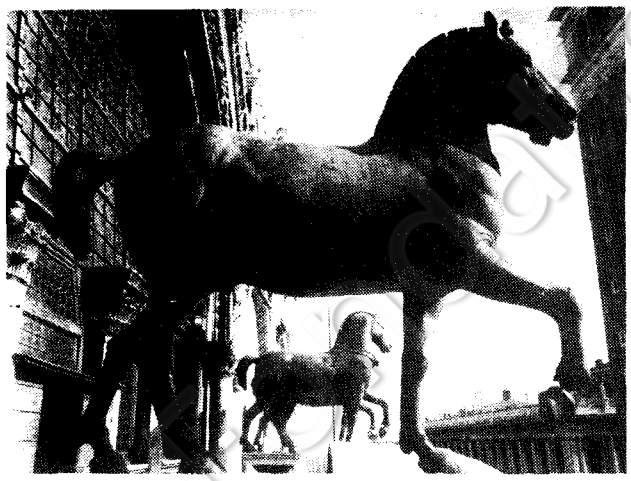
L'HISTOIRE des statues de chevaux de la basilique Saint-Marc, à Venise, actuellement exposées au Grand Palais de Paris est avant tout celle d'un long voyage. Conquêtes et défaites, coups de canon et cris de guerre rythment leurs tribulations.

Si l'on en croit certains récits invérifiables, ils auraient d'abord navigué de Rhodes ou de Chios à Rome, puis jusqu'à Constantinople, qui, assiégée et pillée, à l'instigation du doge Dandolo, en 1204 par les Croisés, fut vidée de ses trésors. Le butin comprenait notamment ce fameux quadrige de bronze doré, bientôt installé au-dessus du principal portail de la basilique Saint-Marc à Venise. Mais ses pérégrinations n'étaient pas terminées.

Le 13 décembre 1797, à la suite du traité de Campo-Formio, la foule vénitienne, affligée, assiste à la descente des chevaux. Arrivés à Paris par bateau, ils sont hissés en 1807 sur l'arc de triomphe du Carrousel.

Pas pour longtemps. La foule parisienne les voit repartir en sens inverse huit ans plus tard ; accueillis à Venise par 21 coups de canon, ils remontent en haut de la basilique. La Première Guerre mondiale les chasse à nouveau et, sous escorte militaire, ils sont mis à l'abri à Rome, jusqu'au 11 novembre 1919. Même scénario en 1942.

Aujourd'hui, la même question se pose : faut-il



Les chevaux de Saint-Marc à Venise.

les laisser à leur place traditionnelle ? Ne vaut-il pas mieux les remplacer par des copies et placer les originaux à l'abri de la pluie, de l'air marin, de la pollution ? La sauvegarde matérielle de ce « bien culturel » semble ainsi s'opposer au maintien de la continuité spirituelle du symbole de Venise, dont aucune copie ne saurait tenir lieu.

Car ce quadrige nomade a toujours été assimilé à l'idée de triomphe. Les travaux exécutés sur la façade de la basilique au début du XIII[e] siècle en attestent, qui tendent à la transformer en arc de triomphe couronné par les chevaux. L'allure même des chevaux confirme cette impression.

Ils revêtent l'attitude de parade par excellence ; on attendrait qu'ils aient un appui diagonal, mais les postérieurs restent solidement posés.

Comment expliquer cette incohérence ? Peut-être par la nécessité d'assurer la stabilité de ces grands bronzes (1,71 m au garot), encore qu'une légère flexion du jarret des chevaux ne lui aurait pas nui ; ou bien par le fait que le quadrige, dès l'origine, était destiné à une vision de face et que le sculpteur a sacrifié l'arrière; ou encore par le désir du sculpteur d'exprimer à la fois le statisme et le dynamisme, la naissance progressive d'un mouvement.

Bien entendu, les exemples ne manquent pas, dans l'Europe néo-classique, d'allégories qui reprennent ce motif antique du quadrige. Qu'elles dérivent de celui de Venise n'est nullement évident, contrairement à ce que semble vouloir prouver l'exposition, qui mêle allègrement attelages, statues équestres et chevaux isolés, indifféremment peints, dessinés ou sculptés, pour ne faire que davantage ressortir d'étranges lacunes : pourquoi, par exemple, Géricault n'est-il représenté ?

Au cœur de ce rassemblement hétéroclite subsiste un mystère : celui de l'origine réelle des chevaux de Saint-Marc. D'où viennent-ils exactement ? Sont-ils grecs ou romains ? Datent-ils du IV[e] siècle avant ou du IV[e] siècle après Jésus-Christ ?

Aucune comparaison ne permet de trancher. La crinière toilettée en brosse semble hellène ; la lourdeur de l'encolure paraît latine. La prédominance du cuivre dans l'alliage plaide en faveur de la Grèce ; la multiplicité des détails anatomiques précis suggère davantage l'œuvre de Rome...

La race elle-même ne fournit pas davantage d'indications.

Les experts ne trouvent aucun équivalent à d'aussi longues jambes sous un corps si robuste et une si épaisse encolure. *« Vus de près, ils donnent l'impression d'une sculpture pesante,* notait Goethe, *tandis que, vus de la place, ils paraissent élancés comme des cerfs. »* Il faudrait alors penser que, postés en hauteur dès la conception, leurs proportions anormales ont été calculées pour tenir compte des effets de la perspective et autres illusions d'optique.

OBLOMOV

• *Au Grand Palais, jusqu'au 10 août 1981. Entrée : 12 francs, samedi, 9 francs.*

EN COULISSE

La France verse à l'Unesco

Le gouvernement français a décidé de contribuer aux ressources du fonds international de l'Unesco pour la promotion de la culture, annonce-t-on à l'Unesco.

La France devient ainsi le 17[e] Etat membre de l'Unesco accordant une contribution à cet organisme de promotion culturelle crée par la Conférence générale de l'Unesco.

Picasso, auteur de théâtre

Le centre Pompidou à Paris et la compagnie *L'autre théâtre,* de Jean gillibert ont décidé de présenter un aspect peu connu de la production de Picasso : son œuvre théâtrale, *Les quatres petites filles* (du 11 au 25 mai dans la grande salle du centre).

Jean Gillibert mettra en scène cette pièce en six actes, surréaliste, poétique et drôle, écrite par le peintre à l'âge de soixante-six ans, en 1947-1948.

Pour cette œuvre pleine de l'éternelle jeunesse de Picasso, le compositeur de musique éléctroacoustique Pierre Boeswillwald a composé une bande originale. Les décors et les éclairages seront d'andré Collet, les costumes de José Quiroga, la chorégraphie signée et interprêtée par Allen Schafer.

Centenaire de Fernand Léger

Plus de cent toiles de Fernand Léger, dont une soixantaine prêtée par les plus grands musées du monde, seront réunis au *musée national Fernand Léger de Biot, près d'Antibes, du 30 mai au 30 septembre, à l'occasion du centenaire de la naissance du peintre.*

Des œuvres prêtées par des musées d'Europe et des Etats-Unis illustreront la création de Léger, depuis ses premières toiles datant de 1905 jusqu'à son dernier tableau, Les oiseaux sur fond jaune, auquel il travaillait quelques jours avant sa mort à Biot, en 1955.



Le temps des œillets rouges

«Bon peuple portugais», de Rui Simoes

VINGT-CINQ avril 1974, les vagues de l'espoir emportent les soldats aux œillets rouges, une mer infinie déferle dans les ruelles de lisbonne. Entre les murs blancs d'une salle de la clinique autogérée de la ville, une femme est en délivrance et le sang s'écoule lentement, au rythme de al vie. Dehors, les hommes en attente font resurgir des chants qui appartiennent à la nuit des temps.

Le Portugal en émoi brise ses chaînes. Ce vieux Platon était dans le coup, tant l'histoire se lisait entre les lignes : les prisonniers aperçoivent les ombres qui se profilent sur les murs de la caverne. Et si le monde libre n'était plus seulement une illusion ? Si la révolution ne restait plus la proie facile d'un langage politicien et bolimique ? Si la République m'était contée ?

Mêlé à la merveilleuse folie collective de son pays, Rui Simoes dit lui-même avoir su profiter de cette chance historique pour réaliser son second long métrage.

Loin d'être un film didactique sur les événements qui ont suivi le 25 avril, c'est une traduction à la fois crue et fantastique de la réalité protugaise.

Lorsqu'un gamin sait répondre en toute simplicité à la question « Pourquoi les gens meurent-ils ? », ne peut-on dire qu'il s'agit là vraiment d'un troisième œil en action ? Au fil des images et des solis de Keith Jarrett, le Portugal nous interpelle dans une danse profonde, dans sa dissidence. *Bon peuple portugais,* se déroule d'un accouchement à un enterrement des plus tarditionnel, et montre que l'on demande beaucoup du peuple.

CINEMA

Les prodiges de l'éternel retour

«Fantôme d'amour», de Dino Risi; «Quelque part dans le temps», de Jeannot Szwarc

TRAVERSER l'Achéron. Outre-passer le temps. Errer sur les rivages des morts. Pour retrouver l'unité perdue. L'Autre. La trace d'un amour unique. Et le faire renaître à la vie... C'est le mythe d'Orphée. Un rêve fantasmatique et fou, enfoui en l'être profond. Ce monde est peuplé de fantômes. Ombres aimables et douloureuses qui, tout à coup, surgissent devant vous, se mettent en travers de votre chemin, et vous obsèdent. A tout jamais...

Ainsi, survient, momie sans âge, Anna (Romy Schneider) dans la vie de Nino (Marcello Mastroianni). Anna, morte, est revenue, appelée au monde des vivants, happée par son amour, dans le film de Dino Risi.



Marcello Mastroianni dans *Fantôme d'amour* : le fantastique est ailleurs.

Ainsi, Richard Collier (Christopher Reeve), dans *Quelque part dans le temps*, arrive-t-il, à force de volonté, à remonter le temps pour rencontrer l'énigmatique jeune femme, dont le lumineux visage, entrevu dans un cadre 1900, le sollicite, l'obsède...



Jane Seymour et Christopher Reeve dans *Quelque part dans le temps* : le visage du passé.

L'amour est le plus fort. Il est indestructible. Il transcende tout. Même la mort. Mais sort-on indemne de pareilles rencontres avec l'au-delà ?

Ni Richard Collier, ni Nino Monti ne trouveront le bonheur... Un thème. Deux films. Deux films, dont on n'aurait voulu chanter que des louanges. Hélas ! Quelque part dans le temps, sans doute, la poésie a-t-elle été oubliée en chemin.

Le film de Jeannot Szwarc, ne manque certes pas de charme. Romantique, romanesque à souhait. Plein de grâce. Dommage que la mise en scène, un peu convenue, succombe, par instants, à la platitude. On se laisse bercer, et même avec plaisir. Mais passée une heure, plus de surprises.

Fantôme d'amour, au contraire, surprend. Par tant de balourdise — un vrai monument ! Quand Dino Risi s'en prend à un sujet poétique — et qui plus est fantastique — cela prend des allures de jeu de massacre.

A croire que le réalisateur a détesté son scénario, ou n'y a rien compris. Risi appuie. Il montre. Il démontre. Et... démonte tout. Foin des sulfureux délices d'une énigme latente. Foin de l'indicible. Adieu la poésie... Le fantôme est sur la pellicule. Mais le spectre, c'est le film.

Colette MILON

La Pologne des «Noces»

ETRANGES « *Noces* » d'Andrzej Wajda. Étranges résonances avec les événements polonais d'aujourd'hui dans ce film de 1972. Du tourbillon et de l'ivresse de la fête unique dans la vie, jusqu'à ces brumes qui rendent de plus en plus dangereuses les frontières et les armées étrangères.

« *Les Noces* », d'après la pièce écrite au début du siècle par Stanislaw Wyspianski, connue de tous les Polonais, c'est le rêve de l'alliance de la société pour construire sa liberté et son indépendance, mariage alors impossible, trop velléitaire, parce que la paysannerie et l'intelligentsia des villes sont encore trop éloignées l'une de l'autre. Mais aujourd'hui, où toute la société polonaise, ouvriers en tête, s'unit dans Solidarité, on se met à rêver.

« *Tout est vrai même les rêves* », dit en exergue Kisowski, le scénariste du film. Et la première réplique, le premier vers de Wyspianski c'est : « *Quoi de neuf en politique ?* »

Pierre LI

• *Cinémas : Elysées Lincoln, Studio Logos.*

Le trappeur infirme qui n'a jamais peur

«L'Esprit du vent», de Ralph Liddle

AMOUREUX des grands espaces, de la nature vierge, de la vie rude et simple, arimez vos sièges pour un grand voyage sur les étendues glacées de l'Alaska sauvage, loin de la civilisation du béton. Ecoutez et regardez, a-t-on envie de dire, la véritable histoire, reconstituée et tournée sur les lieux mêmes où elle s'est déroulée, de George Attla.

Isolée du monde des hommes, vit une famille indienne au rythme des saisons, au rythme de l'amour qui coule entre eux comme une source pure dans cet univers grandiose mais sans pitié. Pas de mot en trop. Un geste, un regard suffisent à se comprendre.

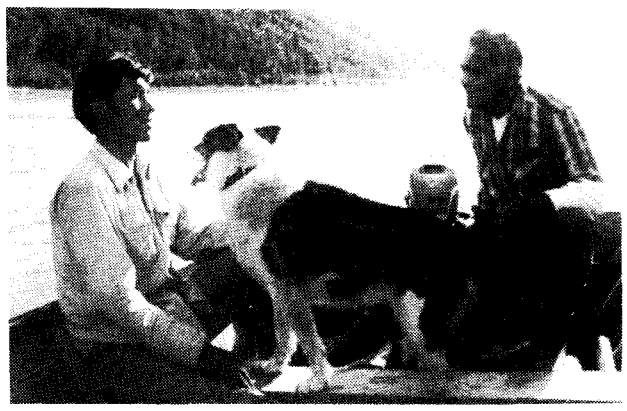
Tandis que la mère s'occupe des travaux de la maison, le père initie au dur métier de trappeur so fils aîné, âgé d'une dizaine d'années. Sur les traîneaux tirés par ces chiens à moitié loups, au regard bleu acier, ensemble, ils parcourent le pays blanc ; et nous traversons avec eux la beauté saisissante de ces paysages du bout du monde.

La chasse, la pêche au saumon, la pose et la relève des pièges pour les animaux à fourrure — seule source de revenus — sont leur labeur quotidien. Qui oserait s'indigner de ce troc effectué à la faveur d'une myriade de perles de sueur ?...

Brusquement, le fil des jours est rompu. George, le garçon, atteint de tuberculose osseuse, est emmené dans un hôpital, à des milliers de kilomètres de la famille. La scène de séparation entre le père et le fils est tout à fait bouleversante de par la simplicité de la vérité énoncée à un enfant et la confiance, fruit d'un amour immense et pudique qui lient ces personnages.

C'est un jeune homme que sa famille voit revenir, huit années plus tard. La tuberculose est enrayée, mais il garde une jambe raide. Pour George, qui est parti dans le monde de la « civilisation », l'intégration est difficile. Il faut réapprendre certaines lois de la nature, certains gestes qui sont ici synonymes de survie.

Après quelques escapades vers le fruit défendu auquel il a gouté — la ville —, il comprend bite que que celui-ci est pourri.



Pius Savage et George Clutesi.

Quelle aberration par rapport à cette liberté infinie où, seule, la nature dicte ses lois et où l'homme vit en parfaite osmose avec elle !

Peu à peu, il se passionne pour la course de traineaux tirés par les chiens. Grâce à l'amour des siens, amour véritable qui repose sur le respect total de la liberté de l'autre et l'entraide, grâce, évidemment, à une volonté de feu, il triomphe au championnat mondial de ces compétitions. Ainsi, est l'histoire de George Attla.

La victoire du courage, le dépassement de l'infirmité ne sont pas les éléments qui donnent de l'éclat au film de Ralph Liddle. Au contraire, cette seconde partie est beaucoup moins prenante. Ce qui fascine et qui est remarquablement filmé, comme les grands films *Jeremiah Johnson* ou *Derzou Ouzala,* c'est l'explosion de cette vie sauvage que nous ne connaissons plus, cet accord tacite entre l'homme et l'environnement. Une sacrée claque !...

D'autant plus grande, qu'à aucun moment, on ne pense voir évoluer des comédiens, tant leur attitude est authentique. Il faut dire que presque tous ont été élevés dans la tradition indienne.

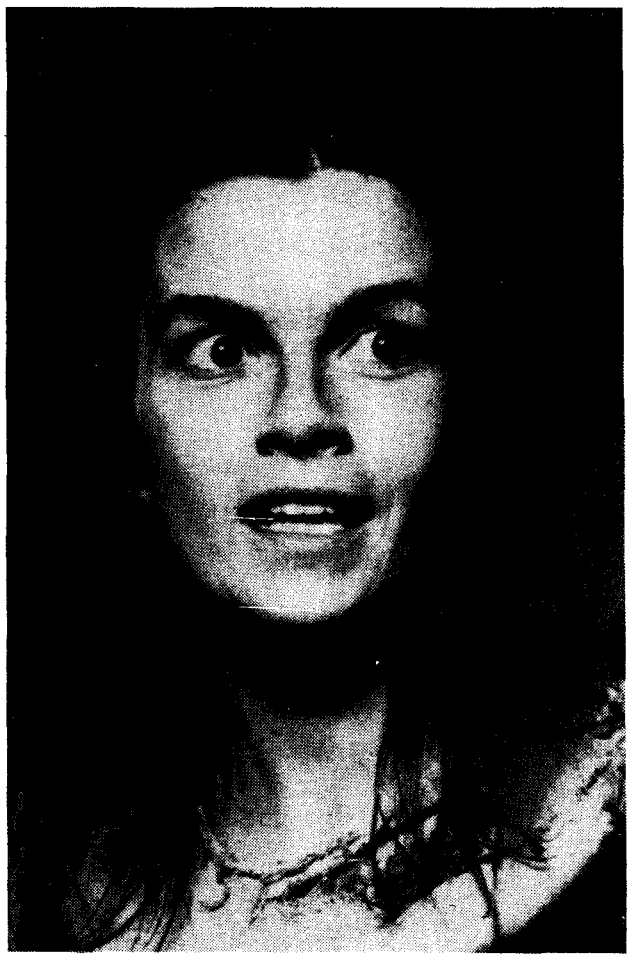
Mireille DUMAS

CHEZ VOUS CHEZ NOUS

Créteil. Musique : *Concert de l'orchestre philarmonique de Brno* dirigé par Petr Vronsky. Au programme : La symphonie en ré majeur de Pragere, le concerto pour violon en re majeur de Tchaïkovski, et le Carnaval de Dvorak. Maison des arts André-Malraux, à 20 h 30. Le 29 avril.

La Rochelle. Jazz : *Daunik Larzo, Jean-Jacques Avenel et Christian Rollet,* Maison des jeunes, à 21 heures. Le 29 avril.

Vitry. Cinéma : *l'Amour handicapté,* de Fernando Solanas. Salle Jean-Vilar, le 28 avril.



Geneviève Bujold dans *le Pirate des Caraïbes*, sur FR3, mercredi 29, à 20 h 30.

Mardi 28 avril

20 h 30 — Un jour sombre dans la vie de Marine.
Téléfilm de Sylvie Fehr. Réalisation de Josyane Serror.
Avec Pascale Rocard, Nicole Garcia, Robert Benoît et Henri Serre.
Drame dans la vie de Marine, une jeune fille de seize ans : ses parents, après dix-sept ans de mariage, décident de se séparer.

22 h 25 — Clés pour demain.
Emission de Robert Clarke et Nicolas Skrotzky. Réalisation de Derri Berkani et Jacques Peyrache.
Prévoir le temps dix jours à l'avance. Une nouvelle optique. La conquête spatiale de l'an 2000.
Avec la participation de Jean Labrousse, directeur du Centre européen de prévisions météorologiques ; du professeur André Maréchal, directeur de l'Institut d'optique, et du professeur Laubier, du CNEXO.

17 h 20 — Fenêtre sur... La mère Martinet.
Emission de Derri Berkani.
Il paraît que le martinet revient en force. A Fétigny, sept cents martinets sortent chaque jour d'une petite fabrique. On croyait que les éducateurs sadiques, inspirés des personnages de la comtesse de Ségur avaient disparu...

20 h 40 — Les dossiers de l'écran : Va voir maman, papa travaille.
Film de François Leterrier (1977). Avec Marlène Jobert, Philippe Léotard, Micheline Presle, Macha Méril.
Comment faire, quand on est une femme, pour concilier son travail, ses enfants et ses amours...
Débat : les mères au travail ou à la maison. Avec Christiane Collange *(Je veux rentrer à la maison)* ; Valentine Loth, présidente de l'Association pour le soutien et la promotion de la femme au foyer ; Clothaire Rapaille, docteur en psychologie ; Yvonne Knibielher *(l'Histoire des mères du Moyen Age à nos jours)*.

20 h 30 — Un mari c'est un mari.
Film de Serge Friedman (1976). Avec Louis Velle, Frédérique Hébrard, Jane Rhodes, Daniel Prévost, Armontel.
Concepción, la bonne espagnole, abandonne Ludovique, sa patronne, à la veille des vacances, et ça, on peut dire que c'est une catastrophe.

Mercredi 29 avril

20 h 30 — Football : France-Belgique.
Match de qualification pour la Coupe du monde.
En direct du Parc des Princes. Commentaires de Michel Denizot et Didier Roustan. Réalisation de Lucien Gavinet.

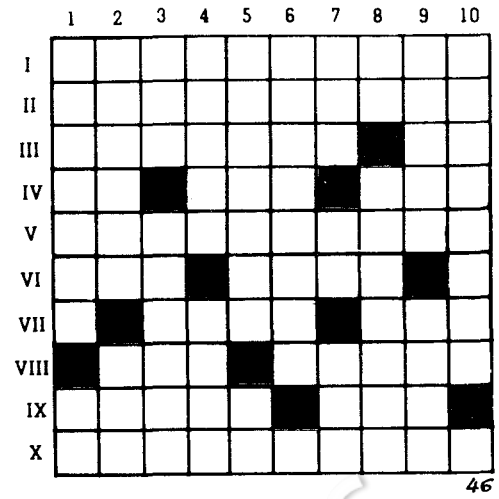
22 h 15 — La rage de lire.
Emission de Georges Suffert. Réalisation de Jean-Paul Roux.
Eloge de la conviction. Retrouver la foi ?
Avec le père Bruckberger, Jean Fourastié : *Ce que je crois* (Grasset) ; Philippe Lamour : *les Quatre Vérités* (Laffont).
La seconde partie de l'émission se déroule en duplex du Québec, où a lieu le X[e] Salon international du livre, dont le thème est « Le livre à l'heure des communications ».
Avec, à Paris, Philippe Lemoine, et Henri Pigeat, directeur de l'AFP.

20 h 35 — Palmarès 81.
Variétés de Guy Lux. Réalisation de Georges Barrier.
Coup de chapeau à Nana Mouskouri. Avec Robert Charlebois, Enrico Macias, Jairo, Philippe Chatel et Jona Lewis.

21 h 50 — Alain Decaux raconte... Exodus.
Emission réalisée par Jean-Charles Dudrumet. La tragique histoire d'un navire nommé *Exodus 47.*

20 h 30 — Le pirate des Caraïbes.
Film de James Goldstone (1976).
Avec Robert Shaw, James Earl Jones, Peter Boyle et Geneviève Bujold.
En 1718, seul le pirate Ned Lynch ose encore s'opposer au gouverneur de la Jamaïque, un tyran sadique.

Mots croisés par Lionel



PROBLEME N° 46

Horizontalement. — I. Enveloppe un bon vivant. - II. On y pêche à la cuiller. - III. C'était la tuberculose. Grecque. - IV. Note. Ceux qui visent trop haut ne l'atteignent jamais. Un mot pour héler. - V. Volatile dont le nom vient aux lèvres quand on en voit la queue. - VI. Vieux transport. Porta les cornes. - VII. Un droit bien connu des consommateurs. Servit plusieurs rois de France. - VIII. Soit ! Habillée populairement. - IX. Ressort. On y met ce qui a été jeté un peu hâtivement. - X. Son tour peut passer en américaine.

Verticalement. — 1. Ne font plus le plein. Abréviation pour entreprise. - 2. Laine. Fit des gorges chaudes. - 3. Dessein. Chassaient la mauvaise humeur. - 4. Affecte un pavillon. Objet d'attentions particulières chez messieurs les ronds-de-cuir. - 5. Narines. Réfléchi. - 6. Eglises. - 7. Sœur de lai. Donc racontable. Des histoires. - 8. Paire de Romains. Une infusion de leurs fleurs stimule. - 9. Un Ecossais qui savait compter. Se mettent à table. - 10. Ce qui ne la vaut pas ne vaut vraiment pas grand-chose.

SOLUTION DU N° 45

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	O	M	N	I	S	C	I	E	N	T
II	C	O	I	N	C	U	L	P	E	E
III	C	U	L	T	I	V	E	E	■	R
IV	U	I	■	R	U	E	■	U	N	R
V	P	L	I	E	R	■	O	R	C	E
VI	A	L	O	P	E	C	I	E	■	A
VII	T	E	■	I	■	A	N	■	A	U
VIII	I	■	A	D	O	P	T	A	N	T
IX	O	R	M	E	A	U	■	R	E	E
X	N	A	I	S	S	A	N	C	E	S

46

Combat SOCIALISTE

Claude Germon, directeur de la publication.

Claude Gault, rédacteur en chef ; **Ghislaine Toutain, Edouard Bailby, Michel Friedman, Guy de Faramond, Jean Weber**, chefs de service ; **Jean-François Huchet**, secrétaire général ; **Jean-Jacques Salmon**, secrétariat de rédaction.

Jean-Claude Karsenty, administrateur ; **Patrick Ducheyron**, ventes.
Rédaction : 7 *bis*, place du Palais-Bourbon, 75007 Paris. Tél. 551.97.53.
Publicité Paris : René Lenormand, 10, rue de Solférino, 75007 Paris. Tél. 550.34.35.
Publicité Province : OFRES, 67, boulevard de Clichy, 75009 Paris. Tél. 285.72.57.
Impression : PIO, 1, boulevard Ney, 75019 Paris.
Commission paritaire : n° 52224.

Pour mes idées, pour que la presse socialiste vive

JE M'ABONNE A *COMBAT SOCIALISTE*

☐ Abonnement de soutien : 1 000 F
☐ Un an : 550 F
☐ 6 mois : 300 F
☐ Par trimestre : payez 150 F tout de suite

Prélèvement automatique (un formulaire vous sera expédié par retour). Pour un an : 150 F par trimestre.

ABONNEMENT COUPLÉ :
« *COMBAT SOCIALISTE* », 5 jours
« *L'UNITÉ* », hebdomadaire, le 6[e] jour
Un an : 650 F
6 mois : 360 F

RÉDIGEZ VOTRE CHÈQUE
à l'ordre de « Trésorerie PS - Compte presse »
10, rue de Solférino, 75333 Paris Cedex 07

Nom ..... Prénom .....
Adresse .....

SELECTION RADIO

Mardi 28 avril

FRANCE-MUSIQUE

20 h 05 — Premières loges.
Emissions de Henri Goraieb. Récital de Katheleen Ferrier, accompagnée par Bruno Walter.
Brahms : *Immer Leiser wird mein Schlummer.* Schumann : *Frauenliebe und Leben.*

FRANCE-CULTURE

20 h 00 — Dialogues. Le théâtre est-il encore populaire ?
Avec Bernard Dort et Jean-Pierre Vincent.
Emission en hommage à Jean Vilar, mort il y a dix ans.
Réalisation de A. Pollet.

Mercredi 29 avril

FRANCE-MUSIQUE

9 h 02 — Le matin des musiciens. Le piano romantique : Chopin. *Nocturnes opus 27 n° 1 et 2. Mazurka opus 17 n° 4. Préludes opus 28. Etudes opus 10. Trois valses. Concerto pour piano n° 2 en fa mineur, opus 21. Ballades n° 1 à 4.*
15 h 00 — Kaléïdoscope. Stockhausen : *Momente.* Ohana : *Sybille.* Inde : musique traditionnelle. Improvisation : *Adi Tala.* Musique des Burundi. Les tambours Igoma.

FRANCE-CULTURE

12 h 45 — Panorama. La Hongrie. Emission de Jacques Duchâteau. Réalisation N. Gandrey. Avec Anna Pesci, responsable des syndicats ; le poète Giula Illyes ; Miklas Szabosci, professeur à l'université de Budapest ; les écrivains Gyorgy Konrad et Tamas Barany ; les metteurs en scène Andras Kovacs et Itsvan Gaal.
20 h 00 — Le grand macabre.
Opéra de Gyorgy Ligeti. Mise en scène de Daniel Mesguich. Avec Peter Gottlieb, Eliane Lubjin, Renée Auphan, Kevin Smith, Roderick Keating, Danielle Chlostawa, et les chœurs et l'orchestre de l'Opéra de Paris. Sous la direction d'Elgar Howarth.

Combat
SOCIALISTE

DOM-TOM: trucage électoral?

A chaque élection, les résultats de la métropole sont infléchis en faveur de la droite quand ceux des DOM-TOM sont connus. L'élection présidentielle de 1981 n'a pas échappé à la règle. Joseph Franceschi, délégué régional du PS aux DOM-TOM, et Gaston Defferre, maire de Marseille, l'expliquent.

POUR Joseph Franceschi, *« les résultats des départements d'outre-mer, aussi différents qu'ils soient de ceux de la métropole, ne sont pas pour nous une cause de surprise. Les fraudes habituelles et les milliards répandus par le pouvoir en place lui auront rapporté leurs intérêts. Dès les premiers résultats, nous avons pu constater l'effondrement du RPR. Cela provient notamment du fait que dans ces départements lointains, le pouvoir dispose de multiples moyens de pressions. Certains électeurs pensent manifester leur attachement à la France en votant pour le chef de l'Etat.*

Aujourd'hui, ce phénomène, additionné à la manipulation de l'ensemble des moyens de communication, tous aux ordres du pouvoir, ainsi qu'à la politique du secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, dont l'action essentielle a été de réduire toutes les influences politiques autres que celles du chef de l'Etat, a donné les résultats que l'on sait.

Un fait important est cependant à noter. En dépit franches de toutes sortes, des moyens utilisés par le candidat sortant et des mots d'ordre d'abstention de certains mouvements progressistes, le Parti socialiste améliore ses résultats obtenus aux élections européennes de 1979. Il est à présent une force politique, la première des composantes de la gauche qui, avec son programme spécifique, est appelée à jouer un rôle important.

Ainsi, dans l'île de La Réunion, François Mitterrand obtient plus de 5 000 voix de mieux, soit une progression de 50 %. De même, en Nouvelle-Calédonie, où la situation politique est extrêmement tendue, il enregistre une augmentation de plus de 10 % de ses voix. Par ailleurs, on constate un doublement du score en Guyane et les voix socialistes passent de 3 461 à 10 531 en Martinique.

Ces progressions significatives dans le rapport de force défavorable pesant sur nous au départ, représentent un point d'ancrage important pour la construction de l'avenir nouveau que François Mitterrand propose à l'outremer.

Gaston Defferre, de son côté, a protesté contre « ce qui s'est passé dans les DOM-TOM au cours du premier tour ». Il a rappelé qu'en 1974, Jacques Chaban-Delmas était arrivé en tête à La Martinique et à La Réunion, et François Mitterrand à la Guadeloupe avec la majorité absolue. Il a constaté que lors du scrutin de dimanche, c'est Valéry Giscard d'Estaing qui, dans ces trois îles, est arrivé en tête, *« alors que Chirac et Mitterrand ont des scores qui n'ont aucun rapport avec leur représentation véritable. Si l'élection de Giscard d'Estaing est acquise sur un trucage de ce genre, c'est une marque qu'il portera éternellement »*.

• **La garde à vue du témoin** entendu depuis dimanche par la police à Marseille, à la suite de la découverte, mercredi, du cadavre d'une Allemande dans le coffre d'une voiture à Marignane, a été prolongée de vingt-quatre heures lundi, apprend-on de source officielle.

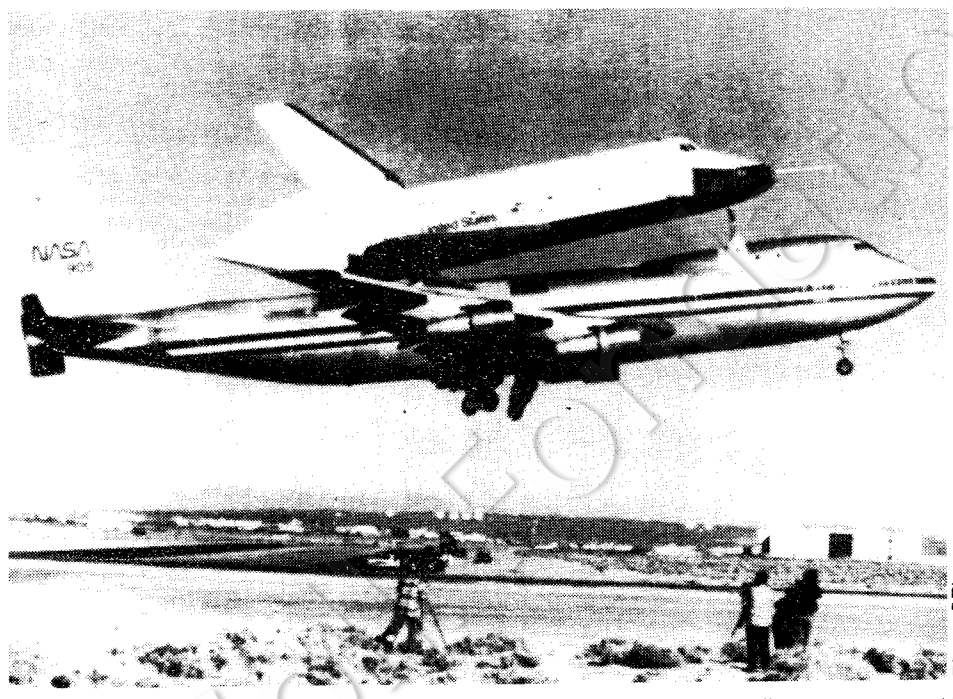
Urbain Giaume transféré à Fresnes

CONDAMNE à quinze ans de prison en 1975 pour trafic de drogue, Urbain Giaume, soixante-sept ans, a été transféré lundi du centre anti-cancéreux de Villejuif à l'hôpital de la prison de Fresnes.

La libération du caïd, le 16 avril, du centre sanitaire de détention de Liancourt pour raisons médicales, après cinq ans et demi d'incarcération, avait suscité de tels remous que la Chancellerie décidait de faire appel de la décision rendue par le tribunal correctionnel de Beauvais. Vendredi dernier, le tribunal d'Amiens annulait la suspension de peine prononcée une semaine plus tôt.

Atteint d'un cancer de la prostate, Urbain Giaume, qui avait passé quelques jours chez lui, dans sa villa de Vincennes, avant d'être conduit à l'hôpital de Villejuif, risque donc de finir ses jours en prison. Ses avocats, Mes Marcel Ceccaldi et Jean-Louis Tixier-Vignancourt, ont l'intention de porter plainte, pour « détention arbitraire », auprès du juge d'instruction de Créteil. Ils invoquent l'effet suspensif du pourvoi en Cassation qu'ils ont introduit contre l'arrêt de la cour d'appel d'Amiens.

Le recours à une décision de la Cour de cassation avait été écarté par le ministre de la Justice. Pourtant, Alain Peyrefitte devait annoncer vendredi, peu après, qu'Urbain Giaume était placé désormais « sous écrou », dans sa chambre d'hôpital. Les examens médicaux pratiqués à Villejuif accordant au condamné une espérance de vie de une à quinze années, il a finalement été conduit à Fresnes, établissement pénitentiaire considéré comme capable de lui assurer les soins que nécessite son état.



(Photo AP)

Navette: le jour le plus lent

D'un poids de plus de quatre-vingt tonnes, la navette spatiale Columbia a quitté lundi la base d'Edwards, en Californie, sur le dos d'un Boeing 747 pour regagner Cap Canaveral, en Floride, en vue de son deuxième vol dans l'espace.

Ce transport, prévu initialement pour mardi dernier, avait été retardé à plusieurs reprises, notamment lundi matin à la suite de la rupture d'une fixation servant à maintenir la navette sur le 747 surnommé Jumbo.

Prix: nouvelle hausse

HAUSSE des prix de 1 % en mars, indique mardi l'INSEE. La hausse avait été de 0,9 % le mois dernier. Pour les douze derniers mois, l'augmentation des prix atteint donc 12,5 %.

L'indice, sur la base 100 en 1970, se situe aujourd'hui à 272,3. Il se situe donc à 0,1 point en-dessous du seuil de déclenchement du SMIC. Ce dernier ne devrait être logiquement réévalué que le 1er juin.

Notons qu'au mois de mars, les tarifs publics n'ont progressé que de 0,5 %, tandis que les prix des services du secteur privé ont, en revanche, augmenté de 1,3 %.

Le vote juif à Paris

LE Renouveau juif constate que dans les villes à forte densité de population juive, à Paris, notamment dans dix arrondissements et dans certaines municipalités de la banlieue parisienne, il y a eu un transfert de voix plus accentué qu'ailleurs en faveur de Jacques Chirac et de François Mitterrand, corrélativement à une baisse de Valéry Giscard d'Estaing.

Le Renouveau juif en lançant l'idée d'un vote-sanction contre Valéry Giscard d'Estaing et en dénonçant la politique du Parti communiste français, a été suivi par la communauté juive et a ainsi contribué au mouvement observé dans le pays.

Conscient de ses responsabilités dans une élection aussi serrée, le Renouveau juif fera connaître sous peu sa position relative au second tour.

Le parti polonais veut rassurer les banquiers

POUR la première fois à Varsovie, un haut dirigeant du Parti polonais, Kazimierz Barcikowski, a critiqué le Forum de Torun qui avait rassemblé le 16 avril dernier, huit cents délégués réunis à l'initiative des organisations de base du Parti ouvrier unifié (POUP).

La prise de position de Barcikowski, considéré comme un libéral, fait suite aux critiques de l'agence soviétique Tass contre les « révisionnistes » du Parti polonais. Curieusement, Barcikowski fonde son argumentation sur l'intérêt que portent au Parti polonais, non seulement les voisins de la Pologne, mais aussi les banquiers occidentaux.

A Varsovie, la justice annonce qu'elle a ouvert cent deux enquêtes pour mauvaise gestion, abus de pouvoirs et prévarication contre de hauts responsables du gouvernement et de l'administration, notamment quatre anciens ministres et sept anciens vice-ministres.

Informé par téléphone d'une *« explosion imminente »* par un correspondant anonyme, le président du tribunal de grande instance, M. José Chevreau, a demandé à l'ensemble du personnel d'évacuer les locaux.

Les recherches menées par des artificiers et la police pour trouver un éventuel engin explosif ont été infructueuses.

BREF

relâche aux Bouffes-Parisiens

Le théâtre des Bouffes-Parisiens à Paris annonce qu'il fera cette année relâche pour des vacances du 3 mai au 16 juin.

La dernière pour cette saison de la pièce de Robert Lamoureux, *Diable d'homme*, est prévue le 2 mai. La pièce recommencera une carrière à partir du 17 juin avec toujours Robert Lamoureux, Marthe Mercadier, Pascale Roberts et Claude Nicot.

• **Le palais de justice de Bastia** (Haute-Corse) a été évacué lundi en fin d'après-midi à la suite d'une fausse alerte à la bombe.

Atlanta: 26e victime

Le corps de Jimmy Paine, vingt et un ans, a été découvert lundi après-midi par le groupe spécial de la police d'Atlanta chargé de l'enquête sur les 25 meurtres d'enfants qui se sont produits ces vingt et un derniers mois. Le cadavre de la victime (celle qui avait disparu depuis mercredi dernier) a été trouvé près de la rivière Chattahoochee où quatre autres corps ont été découverts depuis juillet 1979. Un climat de psychose règne à Atlanta, où l'on est par ailleurs sans nouvelle de Darron Glass, un enfant noir de dix ans, disparu depuis le 14 septembre.

• **Un homme de vingt-neuf ans** auteur d'un hold-up dans une banque a été condamné lundi à quinze ans de réclusion criminelle par la cour d'assises de Savoie.